LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

30FB 5FF

L.R. janvier 85 – Com. des Cellules Communistes Combattantes contre un centre de l'OTAN / Déclaration des prisonniers de la RAF à Stammhein / Com. de grève de la faim / Décl. commune RAF-AD / Com. d'appui des prisonniers du PCE(r) et des GRAPO concernant la grève en RFA / Nouvelles du Front!





Edit. resp.: P. Vandegeerde, bp 1682, Bruxelles 1, Belgique

Communiqué des Cellules Communistes Combattantes contre un centre de l'O.T.A.N.

Aujourd'hui, 15 janvier 1985 à 3 heures et demie le matin, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué un centre de l'OTAN sis chaussée de Louvain, 13 à Sint Stevens Woluwe (Zaventem). Cette base abritait la NATO SHAPE SUPPORT GROUP, le US BENELUX CONTRACTING DIRECTORATE, le US DEFENSE INVESTIGATIVE SERVICE et le NATO SUPPORT ACTIVITY.

Nous dédions notre attaque aux combattants de la Fraction Armée Rouge - RAF qui luttent aujourd'hui par la grève de la faim collective contre leurs conditions de détention/extermination dans les prisons spéciales de RFA. Après les camarades que nous avons tous encore en mémoire, Holger, Siegfried, Ulrike, Andreas, Gudrun, Jan Carl, Ingrid, Sigurd, nous savons que l'Etat fédéral planifie à nouveau l'assassinat des révolutionnaires dans ses geôles.

L'action de ce matin, la plus complexe et la plus offensive que nous ayons menée, clôture notre campagne anti-impérialiste, notre première offensive révolutionnaire réalisant l'indispensable unité de la théorie et de la pratique. Et c'est la qualité évidente de cet objectif qui a déterminé notre décision d'y porter la première attaque pouvant blesser ou tuer des militaires yankee et leurs complices. Voilà les deux grands points que nous allons développer.

Nous déclarons donc que nous clôturons par cette action notre première campagne anti-impérialiste. Cette décision correspond simplement et naturellement au fait que **nous avons atteint les buts politiques que nous lui avions fixés.** Cette décision de suspendre momentanément nos actions politico-militaires ne peut se comprendre que comme un pas en avant, un développement objectif, politique et organisationnel, à partir duquel, plus forts, nous travaillons au développement de notre politique à travers une seconde campagne à venir. Cette clôture n'est donc pas une *«trêve»* car dans la guerre des classes les *«trêves»* n'existent pas ! Ceux qui n'avancent pas reculent, et la position prolétarienne est : initiative et offensive ! Cette clôture est un moment particulier de notre combat, ayant ses exigences propres, mais, si la conjoncture l'exige, dans un moment déterminé, nous frapperons où et quand il le faudra. Une situation nouvelle existe maintenant dont les révolutionnaires doivent se saisir pour la faire progresser sans cesse au sein de la guerre des classes.

Nous avons choisi d'apparaître en tant que forces politico-militaires organisées au sein de la guerre de classes sur l'axe de la guerre impérialiste car elle est l'expression la plus globale de la crise du capitalisme. La guerre permanente contre les peuples à l'extérieur et la tendance à la guerre, ici, sont l'expression flagrante de l'antagonisme entre les peuples du monde entier et l'impérialisme. Cela, aujourd'hui tout le monde le comprend, et c'est à partir de là que s'impose naturellement l'internationalisme prolétarien comme la forme la plus élevée de la conscience de classe.

L'orientation politique de notre campagne était donc de porter l'attaque victorieuse contre les composantes principales du système impérialiste : l'économique à travers les industries de guerre, le pouvoir politique à travers la coalition gouvernementale, les forces militaires de domination : l'OTAN. La bourgeoisie a toujours tenté de nous présenter ces pouvoirs comme étant distincts et indépendants les uns des autres. Mais aujourd'hui, quand les travailleurs voient Weinberger faire fermer Pégard et les jeter par centaines à la misère, ils comprennent ce que veut exactement dire *«la défense du monde libre par l'OTAN»* ! Quand ils voient Martens et Tindemans courir chercher les ordres à Washington, ils comprennent tout l'intérêt du parlementarisme bourgeois !
Alors, voilà pourquoi nous avons choisi cet axe global pour notre première campagne, tout en sachant déjà que s'impose pour l'avenir de notre développement d'affiner notre pratique en liaison de plus en plus étroite avec la conjoncture sociale et politique.

Victorieuses, nos attaques le sont qui obligent l'impérialisme US à comprendre que la pacification de ce pays est un rêve aussi creux que périmé ! Ici comme partout, au Maroc, en Palestine, au Pérou... les communistes s'engagent les armes à la main, ici comme partout, la tendance à la révolution progresse, avançant de jour en jour vers la fin de ce système de mort et de misère : le capitalisme.
Au niveau des faits, nous avons frappé spectaculairement mais faiblement les forces bourgeoises. Et nous ne craignons pas de le reconnaître, cela est le témoin de la faiblesse de nos forces. Mais politiquement nous avons frappé très durement, et cela est le témoin de la justesse politique de notre ligne politique et de notre pratique.

Que visons-nous à travers cette première phase du processus révolutionnaire ? L'enracinement dans le prolétariat et le mouvement révolutionnaire de la conscience de la nécessité et de la possibilité de la révolution communiste internationaliste — et donc aussi dans les métropoles impérialistes —, donc de la nécessité et de la possibilité de défaire la bourgeoisie. Concrètement cela veut dire s'organiser conséquemment en tant que classe en lutte pour la prise du pouvoir économique, politique et militaire, pour construire le socialisme.

C'est du mot d'ordre de Mao Tse Toung *«OSER LUTTER, OSER VAINCRE»*, de son écho mobilisateur dans le monde du travail dont la bourgeoisie a peur ! C'est parce que notre combat est vecteur de cette politique, la concrétise, la rend vivante et accessible, que la bourgeoisie jette contre nous des centaines — et des plus efficaces — de ses flics, pour en finir à n'importe quel prix et dans les délais les plus brefs.

Mais il est déjà trop tard, la première campagne des Cellules Communistes Combattantes et la ligne politique qu'il a dirigée ne pourront plus être effacées de la mémoire et de la réflexion des travailleurs et des révolutionnaires. Une victoire politique est une victoire indestructible !

Un des objectifs particuliers que nous nous étions fixés à travers notre première campagne était de démontrer que par des moyens divers (du plus artisanal, comme chez M.A.N., au plus sophistiqué comme ce matin), dans les villes ou dans les campagnes, sur une petite ou sur une grande échelle, en tout petit nombre ou en commando plus conséquent, il est concrètement possible de porter des coups effectifs aux dispositifs de pouvoir de la bourgeoisie impérialiste. Et de cette démonstration, et surtout de son expansion, la bourgeoisie a la plus grande peur. Peur, parce que tout simplement la guerilla est la forme de lutte adéquate et offensive des forces faibles face à un arsenal répressif énorme, parce que la guerilla est la pratique choisie par les révolutionnaires pour mener l'attaque dans le rapport de forces à leur avantage. Ce qui veut dire ceci : la lutte politico-militaire de guerilla révolutionnaire pose la question du pouvoir, de la victoire, et la rupture avec le cirque démocratique à l'ombre de 20.000 gendarmes.

Cette démonstration, la bourgeoisie et les spécialistes de la contre-insurrection l'ont bien comprise et y ont directement réagi : l'ensemble de la presse (de l'extrême-gauche à l'extrême-droite) sera le vecteur de scénarios absurdes dont le seul objectif est de nier notre réalité de militants politiques dont la formation militaire, l'information, la détermination, sont à la portée de tous ceux qui se posent concrètement la question de l'organisation du combat de classes, ici.
C'est cette réalité, cette évidence même que se battre et vaincre est possible pour tous ceux qui en prennent la décision politique — et s'y tiennent — que les chacals veulent occulter ! Alors il n'est plus question que de *«terrorisme international»*, de *«spécialistes du sabotage liés à l'armée»*, de fascistes (car il est évident

que les communistes doivent être incapables de frapper juster et fort), d'artificiers, de CIA ou de KGB, de *«sous-traitance étrangère»*, etc... Toutes ces inepties n'ont qu'un seul but, nous l'avons déjà souligné, celui de crétiniser les forces révolutionnaires, de les infantiliser en refusant que de son sein surgisse des forces politico-militaires organisées.

La déliquescence et le misérabilisme de la *«gauche et de ses extrêmes»* st telle dans ce pays que la lutte l'effraie comme un singe devant le tonnerre ! La victoire a à ce point déserté ses projets et ses rangs qu'elle ne peut plus définir son identité qu'à travers ses défaites, les massacres, et les coups qu'elle prend dans la gueule. Elle ne peut plus définir son combat qu'à travers ses pleurnicheries d'arrière-garde. Et bien sûr, face à ce merdier, l'Internationale des communistes existe, c'est celle de l'espoir, de l'engagement, de la responsabilité et du sacrifice, celle de la fraternité et de l'amour, celle de la lutte, celle de la conscience prolétarienne ! *«Nous voulons témoigner par la mise en risque de notre vie que l'espoir est possible, que la dignité se conquiert et qu'il ne dépend que de chacun de se lever, d'arracher la justice qui lui est refusée, à mains nues ou l'arme au poing, d'avancer le front haut levé»* — Marina Da Silva et Fréderic Oriach, en grève de la faim le 10 octobre 84.

La politique révolutionnaire a pour première phase le travail d'élaboration théorique et de propagande politique. Et cette démarche incontournable se réalise de pair avec l'organisation concrète des éléments d'avant-gardes dans la pratique offensive. C'est ainsi qu'a surgi notre première offensive en tant que forces constituées. Voilà un point sur lequel nous voulons insister : l'étape de la prapagande armée à travers laquelle les Cellules Communistes Combattantes sont à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire n'est certainement pas une fin en soi ! Mais plutôt un vecteur qui dans la radicalisation des antagonismes de classes conduira aux développements objectifs des forces et de la politique prolétariennes, et par là même aux conditions d'émergence de l'Organisation Combattante des Prolétaires. Et de ses forces quantitativement et qualitativement nouvelles, l'Organisation se battra pour que naisse le Parti Communiste dont le 3ème congrès de l'Internationale donnait une si claire définition : *«Les Partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masse du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la traitrise de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.*
Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrés de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme».

L'enracinement de cette conscience, en fait la prise de conscience de classe se pose par rapport à une situation concrète, la situation objective du prolétariat métropolitain, ce qui veut dire : quarante années de lavage de cerveau collectif au point de vue politique et idéologique, ce qui a pour conséquence un abandon quasi total de la politique marxiste, un encadrement social bourgeois achevé de la classe ouvrière par les structures réformistes de coercition (syndicats, partis réformistes, etc...) et la domination d'une bourgeoisie dont les appareils militaires de domination ont atteint une puissance et une efficacité rares.
De ces trois constats, c'est clairement le premier qui sera pour nous le plus difficile à renverser, alors que pourtant les conditions exigeant ce retour à la politique marxiste révolutionnaire n'ont jamais été réunies de telle manière. La faillite générale (la quantième ?) des luttes réformistes induit pour le mouvement révolutionnaire d'agir de tout son poids pour les extirper du monde du travail.

La tendance à la guerre impérialiste et l'incapacité du mouvement pacifiste à y répondre, la restructuration du capital et l'appauvrissement des masses où le mouvement syndical révèle son incapacité et sa Kollaboration impose enfin la possibilité et la nécessité d'une politique révolutionnaire dans ce pays comme dans toutes les métropoles impérialistes.

La transformation des défaites réformistes en ouverture d'une politique révolutionnaire n'est certes pas garantie parce que seules les conditions s'y prêtent... et c'est là qu'interviennent, entre autres, les Cellules Communistes Combattantes et la phase de propagande armée de notre politique. Pour éviter que la crise du mouvement réformiste (syndical ou pacifiste) n'aboutisse à ses objectifs, le désespoir et la résignation dans la misère sociale et la boucherie impérialiste, il nous faut démontrer, pour schématiser à l'extrême, que battre l'ennemi de classe est possible.

C'est dans ce sens que nous avons mené une attaque, certes limitée, de désarticulation des pouvoirs bourgeois. Mais notre offensive ne servira à rien si le développement politique et organisationnel du prolétariat à travers ses avant-gardes ne fait pas un pas suffisant sur la voie de la politique révolutionnaire. Car la bourgeoisie, elle, tire les leçons de notre offensive et s'organise encore plus aggressivement, développe son dispositif répressif. Pour schématiser encore, nous pourrions dire qu'il faut que le développement de la tendance à la révolution soit plus fort, plus rapide et plus puissant que le développement de la contre-révolution.
A ce propos, ouvrons une parenthèse sur un point que nous développerons ultérieurement. Le renforcement de la répression du pouvoir bourgeois a toujours été, en tout lieu et en tout temps, lié au développement de l'offensive prolétarienne dans la guerre des classes. Comme le disait Karl Marx : *«Le progrès révolutionnaire n'avance pas sur les tragi-comiques conquêtes immédiates, mais, au contraire, en faisant surgir une contre révolution serrée, puissante, en faisant surgir un adversaire, et c'est seulement en le combattant que le Parti de l'insurrection atteint la maturité d'un vrai Parti révolutionnaire»*, et aussi Mao Tse Toung : *«Etre attaqué par l'ennemi est une bonne et non une mauvaise chose, il faut tracer une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous»*. Le développement de la répression est une phase de la lutte incontournable, la question alors n'est pas de la souhaiter ou de vouloir l'éviter, à chaque progrès du mouvement révolutionnaire correspondra un raidissement de la bourgeoisie et une contre-attaque proportionnelle de ses sbires et mercenaires pour tenter de contrer ce progrès. Pour les révolutionnaires, la question se pose alors de faire mieux encore pour qu'au point critique de la confrontation, au moment de la guerre civile, le prolétariat sorte vainqueur — définitivement — de la confrontation.

Nous disions plus haut que l'offensive conclue aujourd'hui définissait dans le cadre de la propagande armée, pour la prise de conscience de la possibilité de victoire sur la bourgeoisie des travailleurs de ce pays et de ce continent. Il s'agit donc principalement d'un travail POLITIQUE, primant sur la désarticulation immédiate et effective du régime bourgeois. La désarticulation ébauchée par notre offensive garde donc un caractère démonstratif (bien que réel) dont la puissance résidera dans l'assimilation par les travailleurs et les militants de ce pays des principes politiques, stratégiques et tactiques du marxisme-léninisme. Il s'agit d'un travail à moyen terme et qui n'est PAS QUANTIFIABLE IMMEDIATEMENT. Personne, et certainement pas les pisse-copies bourgeois ne peut à présent dresser tel ou tel bilan définitif quant aux résultats fondamentaux de notre offensive.
Mais par contre, si l'heure n'est pas à un *«bilan»*, quelques faits doivent être soulignés : l'échec total de la Kollaboration espérée par Gol et ses complices. Malgré un grand battage publicitaire (*«nous sommes tous menacés par le "terrorisme"», «notre démocratie est en danger»*, photo géante de *«témoin/suspect»*...) il doit venir pleurnicher dans les medias en espérant *«que les populations se préoccupent plus du "terrorisme" que des mesures organisées contre lui»* ! Quel aveu de la part de ce porc qui par sa politique gouvernementale de gestion de la crise du capital a jeté des milliers de travailleurs à la rue, a liquidé les services sociaux et les services publics, quel aveu de son impuissance à nous isoler des travailleurs!

Les Cellules Communistes Combattantes assumeront leurs tâches dans le processus révolutionnaire, mais il ne peut être question que nous composions une sorte de *«bras armé»* du prolétariat ou du mouvement militant. Car c'est dans une optique qualitative que tous les militants sincères doivent se poser la question de la primauté de la pratique. Lénine dit : *«L'idée qu'une révolution puisse être faite seulement par les révolutionnaires est l'erreur la plus grande et la plus dangereuse pour des communistes. Une avant-garde ne s'acquitte de sa tâche que lorsqu'elle s'avère capable d'éviter la coupure avec les masses qu'elle conduit et quand elle est réellement capable de mener en avant toute la masse»*. Cela impose que la question de la pratique révolutionnaire soit présente dans tous les débats, pour tous les militants sincères, car comme l'écrivait la Fraction Armée Rouge en 1982 : *«il ne s'agit pas de morale, de zèle, de performance. Il s'agit à partir de la décision de mener cette lutte, de concevoir en toute connaissance de cause comment briser effectivement le système ici, et de se déterminer soi-même en fonction de cela»*.

Le deuxième point que nous voulons aborder maintenant est celui de la violence révolutionnaire dans l'exécution de l'ennemi et de ses agents.
Dans le communiqué de l'action contre Litton, nous avons précisé l'importance que nous accordions à la responsabilité qui incombe à ceux qui mènent la lutte politico-miliaire. Nous avons donc souligné que nous mettrions tout en œuvre pour que nos attaques se réalisent avec le plus grand discernement, la plus grande sélectivité : *«Les actions de la guerilla révolutionnaire ne sont jamais dirigées contre le peuple, mais toujours contre les ennemis du peuple, les exploiteurs bourgeois et leurs alliés»*. Cela, malgré quinze années de désinformation systématique par les médias bourgeois, les communistes combattants ont su, par la justesse de leurs objectifs et de leurs pratiques, le faire comprendre à l'ensemble des populations. Qui enlèvent ou exécutent les juges, les généraux de l'OTAN, les patrons des patrons, les chefs de gouvernements réactionnaires ? les communistes ! Qui placent des bombes dans les gares, dans les marchés, qui tirent sur les grévistes ? les fascistes, les services secrets, l'armée et la gendarmerie ! Voilà

ce que sait très bien la population qui vit dans ce pays, et c'est pour cela qu'elle n'est pas *«traumatisée»*, qu'il n'y a aucune *«psychose»* de la violence révolutionnaire suite à notre campagne anti-impérialiste. Les travailleurs et les travailleuses dans ce pays savent — parce que nous leur avons démontré concrètement — que les communistes combattants sont à leur côté et qu'ils n'ont rien à craindre de nos pratiques militaires ! Et que par contre, il vivent aujourd'hui concrètement le terrorisme du capitalisme et sont très inquiets quant à l'avenir que leur mijote la mafia gouvernementale.

Cette position politique tellement claire a pourtant été déformée et ainsi, parfois incomprise. Nous savons que dans beaucoup de discussions, dans beaucoup de débats, dans la parole quotidienne des échanges sociaux, est mis en avant le fait que nos attaques se sont — jusqu'à ce matin — limitées à des institutions, des installations du pouvoir bourgeois (le béton impérialiste), sans jamais *«faire couler le sang»*, c'est-à-dire sans blesser ou tuer d'ennemis. Il est exact que c'est ainsi que cela s'est passé, mais il est inexact que de penser que cela correspond à un point de vue politique. Cette position humaniste de la petite bourgeoisie n'a rien à voir avec la violence révolutionnaire.
Puisqu'aujourd'hui, la qualité du choix de notre objectif, et notre détermination d'y porter l'attaque impliquent la possibilité de blesser ou de tuer des militaires US et leurs complices, nous devons nous expliquer pour que le capital de sympathie qui nous était acquis sur une base politique réformiste se transforme, par la critique en force pour l'avenir.
La qualité de l'objectif : comme par exemple l'organisme se chargeant des contrats du pentagone pour le Benelux ou la police des forces armées US (placée directement sous le contrôle du secrétariat d'état à la défense), et les services d'appui des grands centres de l'OTAN, correspond à la qualité que nous voulions donner à la dernière opération de notre campagne. Et cette même qualité correspond pour l'ennemi à une protection militaire permanente, de jour comme de nuit, sept jours sur sept. Notre décision est donc : nous anéantirons cette protection si elle s'oppose à notre action, elle sera exécutée dans l'explosion si elle ne déserte pas immédiatement son poste.
La *«vie humaine»* n'est pas un absolu en soi, une valeur mystique, elle ne revêt pour nous aucun caractère sacré. Ceux qui de leur existence biologique se font les rouages d'un système de mort sont appelés à disparaitre dans la lutte pour la vie. Ce que nous savons, nous prolétaires, c'est que la vie que nous revendiquons est aujourd'hui écrasée et massacrée par la dictature bourgeoise, et que nous ne la libérerons que par l'écrasement définitif de cette classe et de ses mercenaires.

A la mort au quotidien, à la misère des peuples soumis aux profits d'une clique de nantis, nous opposerons, pour triompher, l'humanité de la violence rouge la plus radicale, sans aucun compromis, sans aucune hésitation.

Il n'y a pas d'existence humaine qui échappe à une position objective de classe, et qui par là ne se positionne, soit dans le passé appelé à disparaitre ou soit dans l'avenir de l'humanité.
NOUS VAINCRONS.
«Un geste ne vaut que par la fin poursuivie et le résultat obtenu. De façon voilée ou masquée, on a besoin contre nous, peuple du travail, de la peine de mort d'usage immémorial. Nous en avons besoin, nous aussi, pour que cela finisse! Le meurtre fermera le cycle du meurtre, car on ne sort de la guerre que par la victoire, car il n'est permis qu'aux vainqueurs d'être libérateurs — s'étant libérés. Dans la guerre des classes, pareille à l'autre, mais dépouillée des hypocrisies, l'humanité la plus grande s'allie à la force la plus décisive. Il faut que la classe qui veut bâtir un monde nouveau, à jamais nettoyé des machines à tuer, tue dans les batailles pour ne pas être tuée». Victor Serge.

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE, LA GUERRE CIVILE !
Organisons-nous et frappons sans relâche !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLETAIRES !
EN AVANT VERS LA REVOLUTION COMMUNISTE !

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES
pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires

Déclaration a/s de 77, rédigée par les prisonniers de la RAF à Stammhein – 4 déc. 84

CHRISTIAN

Ici, il est encore une fois question de 77. D'abord, de la notion politique de la première phase de la lutte armée, dans laquelle furent menées ces attaques.
ensuite, la question et comment se sont développées, à partir de cette discussion, de nouvelles conditions de politique révolutionnaire, et en plus de quelques faits complémentaires concernant ce qui s'est passé après la capture de Schleyer et la revendication d'échanger les prisonniers.

Après les arrestations en 72 et après l'action de Stockholm, l'état social-démocrate avait de nouveau envisagé dans ses tentatives de résoudre le problème, l'espoir de pouvoir colmater cette négation totale du système capitaliste par la guérilla et la rupture qu'elle avait ouverte. Cela devait demeurer un épisode attribué à quelques mecs, historiquement liés à l'actualité de la guerre du Vietnam et peut-être jetés en pâture au vieil anti-fascisme stérile – comme le veut la plus récente variante de la trahison – pour empêcher que la possibilité de mener le combat révolutionnaire ne devienne ici orientation.
En 76, nous nous sommes unis dans le but d'approfondir le projet de guérilla et de donner suite à la rupture politique en métropole par la continuité du combat; pour rendre irréversible cette rupture parce qu'elle est la condition pour mettre en marche le processus révolutionnaire.

Ce but de la réorganisation de la guerilla en 77, nous l'avons lié au combat pour les prisonniers.

La social-démocratie, non encore abattue, était dans les années 70, une condition extérieure, sous laquelle nous avons lutté contre la stratégie du parti qui, depuis 1914, a, à plusieurs reprises, brisé la nuque à la révolution prolétaire. Elle a également désarmé la classe ouvrière avant le fascisme, qui, après 1945, sous l'instruction du capital américain, a de nouveau été implanté dans la classe qui a en tant que point d'appui du capital imposé l'institutionalisation de toutes les contradictions sociales, luttes politiques et impulsions autonomes comme forme moderne de domination de l'impérialisme. Contre ces conditions politiques nous avions compris après les premières attaques de la RAF que, des effets d'une pratique qui détruit *«la réalité unitaire de la bourgeoisie»*, les critères pour une conscience de classe peuvent de nouveau être conquis, et que le combat politico-militaire développe la stratégie.

L'autre condition.
Après la consolidation de la révolution d'octobre rien n'a plus surgi ici dans le contexte de luttes de classes nationales, rien qui pouvait exactement voir et transformer en combat et perspective la contradiction d'aujourd'hui entre le prolétariat et le système capitaliste. Le capital avait continué à s'internationaliser et, par toutes les formes du colonialisme, créer une réalité differente pour les peuples vivant au Sud et dans les métropoles, en les divisant socialement pour les diviser politiquement.
Donc une réalité, le rapport d'exploitation dans les métropoles a été stabilisé pendant plusieurs décennies par l'internationalisation de la production et cela a été politiquement cimenté par le fait que la social-démocratie et les syndicats ont lié le mouvement ouvrier au combat purement économique.
Cet équilibre relatif n'a été ébranlé que par la lutte de libération du peuple vietnamien. D'une part parce que cette lutte en tant que combat victorieux pour l'auto-détermination nationale et le développement social, se situait dans le rapport des changements internationaux qui mettaient des bornes à la mise en valeur du capital.
Mais ce qui importe le plus c'est que la lutte de libération vietnamienne révolutionnait les conditions politiques, car cette lutte, se développant en tant que partie de la décolonisation et en même temps comme confrontation avec l'impérialisme US, a rendu apparentes la totalité et l'unité du système global impérialiste, et ceci pour la première fois depuis la consolidation de la révolution d'octobre. ceci a permis ici la rupture avec la longue histoire du révisionnisme.

Le Vietnam a ouvert la transformation du processus révolutionnaire du niveau mondial allant des luttes de classes nationales non simultanées à la guerre de classes internationale de plus en plus simultanée – l'unité des combats à tous les fronts. Tous les combats qui attaquent le système capitaliste, sont depuis assujettis à ce contexte. Ils se distinguent seulement par les conditions concrètes dans lesquelles et à partir desquelles ils sont menés.

Début 77, ici la question était de savoir si cela avançait ou si cela reculait de nouveau.
Chacun, à cette époque, après la solution militaire contre le commando de Stockholm, qui se décidait pour la lutte au sein de la guérilla, était également décidé à ne pas permettre que la possibilité d'une stratégie révolutionnaire dans le procès historique des Etats métropolitains soit de nouveau bouchée. C'était la décision contre l'intention stratégique de la social-démocratie qui voulait détruire par la dépolitisation, propos haineux et état normal répressif avec toutes les puissances de contrôle de masse et de fascisme moderne, qui en avait surgi. Brandt a dit que la contre-stratégie devait de nouveau mener à *«l'immunisation de la société»*, notion qui, mieux que presqu'aucun autre, cadre avec la social-démocratie.

Et pourtant, pour le SPD [5], la chose la plus importante était d'enterrer aussi profondément que possible les prisonniers de Stammheim, ce que les contre-stragège américains lui avaient suggéré pour inverser l'évolution. Mais le penchant ouvertement liquidateur de l'Etat pour ce but déterminait alors la vitesse et l'acuité avec laquelle la guérilla se réorganisait et développait l'offensive.

La lutte pour les prisonniers avait son but politique en elle-même. De cette lutte s'est dégagé le débat lors duquel furent élucidées les conditions dans lesquelles s'effectue ici une politique de la rupture, de même que le niveau qu'elle peut atteindre. En même temps, l'année 77 devint le carrefour où la lutte de la guérilla achevait sa première phase, tout en imposant le but politique de cette phase, la rupture en métropole.

La capture de Schleyer a confronté l'Etat de la RFA avec son problème de légitimation – par ce fonctionnaire du IIIe Reich et de son Etat successeur, dont le fondement de pouvoir seulement était capturé de l'extérieur et imposé vers l'intérieur. L'action a confronté à nouveau le gouvernement fédéral avec ce problème de légitimation, puisque la solution aurait nécessité des négociations par lesquelles un système qui – contre le fait d'être historiquement mûr pour son bouleversenent – politiquement se trouve le dos au mur, reconnaitrait ouvertement son antagoniste.
Et enfin, l'action a confronté le gouvernement avec l'anti-fascisme plus ou moins développé dans les différents pays de l'Europe occidentale qui se fonde non seulement sur l'histoire, mais se reproduit dans la pénétration de l'Europe de l'Ouest avec la nouvelle prétention au pouvoir de la RFA.
Schmidt [1] a dit au Budenstag [2] : *«L'espoir que le souvent de Auschwitz et de Oradour s'effacera à l'étranger ne se remplira pas, si nous fusillons des terroristes... Ainsi, on nous posera des questions que d'autres nations ne doivent pas supporter»*.

Mais, de fait, le vieil anti-fascisme s'écroulait sans résistance. Ici, puisqu'il s'appuie sur une gauche qui depuis 30 ans attend Strauss [3] pour pouvoir crier *«fascisme»* et n'a pas saisi aujourd'hui que tout ce que le CDU [4] met sur pied est ce qu'il a appris du SPD [5].
Et dans les autres pays d'Europe occidentale le vieil anti-fascisme a perdu de sa force, dans la mesure où il devait prendre position au sujet des luttes révolutionnaires se répandant dans leur propre pays, au sujet de leur généralisation en Europe occidentale.

Ce rapport des forces, c'est-à-dire la faiblesse de la vieille résistance, et puisque la nouvelle, naissant de la résistance anti-impérialiste, n'était pas encore là, était la condition que l'interprétation donnée par l'Etat – *«civilisation ou barbarie»*, super-criminalité – pouvait s'imposer pour la guerre contre l'ennemi intérieur et pour la solution militaire de l'action en s'orientant sur la parole de Schmidt [(1)], du moins pour ces semaines et de façon forcée : *«on ne devrait même pas créer les conditions qui permettraient que la société réfléchisse sur la politique de la guérilla»*.

Ayant son origine historique dans la trahison du mouvement ouvrier, la social-démocratie a une antenne particulièrement sensible quant au problème fondamental de légitimation du système capitaliste. Ceci s'est également manifesté dans les discussions au sein de la cellule de crise. le SPD [(5)] voulait agir sur la base de l'état d'exception sans le proclamer. Wehne [(6)] a exigé qu'on cesse de parler publiquement de *«crise de l'Etat»*.

Le CDU/CSU [(4)(3)] a failli quitter cette ligne, par exemple dans la proposition du CSU [(3)] de libérer les prisonniers, de proclamer ensuite l'état d'urgence et d'écraser tous ceux mobilisés par cet état de fait avec les instruments de l'état d'urgence. D'où l'idée de Rebmann [(7)] d'exécuter selon les règles de la loi martiale les prisonniers de la guérilla.
Schmidt [(1)] a misé sur l'efficacité des institutions contre le fascisme traditionnel. Lui aussi voulait considérer les prisonniers comme otages, mais ceci légalement réglé par la loi portant sur l'interdiction de communiquer. Lui aussi voulait la solution militaire contre l'action, mais ceci avec la menée de la guerre par la police et la superstructure idéologique respective.
Le but était le même.
Or, tout s'est concentré sur les prisonniers, le commando de la guérilla étant hors de portée.

Le 8 septembre 77, l'état major de crise fait revendiquer par le journal *«Die Welt»* la réalisation de l'idée de Rebmann [(7)]. Le 10 septembre, le journal *«Süddeutsche Zeitung»* publie la même chose en tant que discussion de la fédération régionale du CSU [(3)] qui voulait l'exécution des prisonniers à intervalles d'une demi-heure jusqu'à ce que Schleyer soit libéré. Un jour plus tard, l'émission de télévision *«Frühschoppen»* exige l'introduction de la torture sanglante, puisque, en Amérique latine, les groupes de guérilla avaient été battus par cette méthode.
Le jour d'après, c'est le *«Spiegel»* qui s'offre comme plateforme pour Becher [(8)] et Zimmermann [(9)] du CSU [(3)] qui revendiquent la mort des prisonniers de Stammheim.
Le 13 septembre nous avons la même chose de la part du SPD [(5)], prononcée seulement de façon plus distinguée par Heinz Kühn [(10)] : *«Les terroristes doivent savoir que l'assassinat de Hanns Martin Schleyer aurait forcément de graves conséquences pour le sort des criminels détenus qu'ils veulent libérer par leur action odieuse»*.

Le pour ou le contre la peine de mort, étant discutés de l'église catholique jusqu'au *«Stern»*, Strauss [(3)] dans le journal SZ réclame le pogrome contre les prisonniers, *«desquels la police et les autorités judiciaires n'auraient alors plus à se soucier»*.

Le 16 octobre le BKA (office fédéral de la police judiciaire) lance une nouvelle fois dans tous les media mis au pas, la ligne de guerre psychologique, selon laquelle l'action était coordonnée par le 7e étage de la taule de Stammheim, le QHS où se trouvaient les prisonniers politiques. Le lendemain, le *«Spiegel»*, sur la base d'éléments de la sûreté d'état, fait apparaître Andreas comme meneur du jeu, et pourtant aucun journaliste n'aurait eu du mal à voir que le dossier était maquillé. Le même soir, Golo Mann [(11)], au cours de l'émission télévisée *«Panorama»*, revendique que les prisonniers soient fusillés comme otages. Voilà quelques extraits de la mise en scène publique préparée par ceux qui géraient la crise, voilà la préparation propagandiste. Le trait d'union entre la ligne lancée en public et les possibilités opérationnelles qu'offrait le vide de l'interdiction de tous contacts était Rebmann [(7)].

Si le gouvernement fédéral a choisi la manière forte, c'est surtout parce que cette action coïncidait avec la restructuration globale de la politique impérialiste en vue d'une relance contre-révolutionnaire, où la RAF devait prendre la tête du regroupement ouest-européen en train de transformer le continent en Etat policier.
Par conséquent, il devenait impératif pour le gouvernement fédéral, même au prix d'un écroulement de la vieille idéologie et politique social-démocrate, d'empêcher l'essor de la lutte révolutionnaire au centre du pouvoir de l'Europe occidentale.
Il a lié tout le problème de l'échange. Scheel [(11)], à l'enterrement d'Etat, affirmait : si la flamme n'est pas éteinte à temps, comme un feu de brousse elle embrasera le monde entier et la libération des prisonniers en aurait marqué le début.

Pour nous, cela signifiait, au fil des années suivantes, lutter en partant d'une défaite pour obtenir les nouvelles possibilités qui nous apparaissaient pour le développement ultérieur avec des prisonniers.

Adopter la décision contre l'échange présupposait pour le gouvernement fédéral mobiliser toutes les ressources du fascisme institutionnel, amener par un coup le BKA au niveau de la politique, bref, transformer la situation politique en situation militaire.

Y compris la manipulation du parlement et de la cour constitutionnelle, tout comme les media amenés à produire une publicité officielle et le black-out, motivé comme mesure de protection au profit de Schleyer. Il est vrai que celui-ci, sur la bande vidéo du 14 septembre a affirmé vouloir entrer en contact avec le public pour sa propre protection, la situation étant ce qu'elle était.
L'état major de crise ayant décidé contre Schleyer voulait notamment empêcher des négociations et une discussion publique susceptible de tourner contre la formule choisie; en effet, au bout de 5 semaines de propagande haineuse, selon un sondage, il y avait toujours autant de voix favorables que défavorables à l'échange.
Pourtant, une seule issue à la crise, celle de l'OTAN, était concevable, et encore il fallait aller vite, pour mettre un terme à la situation où le gouvernement avait perdu sa capacité d'agir. Assurer ce monopole à l'état major de crise – et offrir à Rebmann [(7)] toutes les possibilités – voilà le but de l'interdiction des contacts qui sans jamais protéger Schleyer, n'a profité qu'aux projets de l'état major de crise.

En 77 s'est formée l'identité entre le contenu et la forme de l'Etat RFA. Le contenu politique : successeur des Nazis et bastion anti-communiste dans le cadre de l'OTAN. La forme : le noyau dictatorial de la démocratie de l'OTAN, l'Etat de la sûreté d'Etat, l'Etat qui anéantit les hommes pour s'en protéger. Donc, dans sa forme la plus crue, la quintessence des structures de l'entité RFA, qui depuis toujours a refoulé la politique prolétarienne vers l'organisation autonome, c'est-à-dire illégale, et vers la lutte armée. Mais justement, ce n'étaient plus les structures de la forme précédente, le fascisme s'était retourné.

Le SPD [(5)] en avait déjà poussé l'institutionnalisation à un tel point que l'état d'urgence déclaré par voie officielle apparaissait comme une catégorie démodée, tout comme en 75 à Stammheim il n'avait pas été question de haute trahison, parce qu'un tel chef d'accusation aurait toujours reflété trop de substance politique.
Brandt [(13)] avait dit en 74 : *«depuis que la coalition sociale-libérale est au pouvoir à Bonn, les conditions essentielles sont réunies pour aussi préserver à l'intérieur l'Etat»*.
Et, au-delà de la mise en législation de la contre-insurrection, il faisait référence à la programmation brossée dès 1968 par herold [(14)], son tenant : le fascisme à l'ère de l'automatisation, de l'informatique, et de la pénétration institutionnelle de la société afin de la paralyser. Le fascisme n'a plus besoin de masses mobilisées ou de fascistes idéologisés, mais seulement du fonctionnaire et du technocrate au service de l'Etat impérialiste. Dans la crise de 77 on a mobilisé tout le potentiel. La fiction d'une séparation des pouvoirs, d'une préparation dans le parlement des options politiques, fut remplacée par l'Etat agissant qui fit apparaître les véritables structures du pouvoir et dans lequel les appareils policiers et militaires, grâce au monopole de l'analyse, *«privilège de l'information»* (Herold) [(14)], structurent la politique.

La partie spectaculaire des structures de crise, c'est-à-dire le cabinet de crise etc, fut abolie après la solution militaire, mais comme même cette montée en puissance de l'Etat n'était pas seulement une simple conjoncture répressive en guise de réaction à une offensive de pointe menée par la guérilla. Ce qui s'est produit, c'est ce que Marighela [(15)] avait déduit de l'expérience recueillie en Amérique latine par la guérilla urbaine, à savoir que l'Etat, voyant mise en cause son existence même par une forme de résistance, transforme la situation politique en situation militaire.
Voilà ce qu'est aujourd'hui la situation à l'échelle internationale. Dans la mesure où l'impérialisme perd sa capacité de trouver des solutions politiques, sa stratégie se militarise.

A l'intérieur, à l'égard de la société, cela signifie que la sûreté d'état, ses centres, ses divisions spéciales, ses campagnes psychologiques, etc., deviennent le pilier sur lequel repose le pouvoir. Mais du coup, change l'idéologie de l'Etat, et au projet de la *«paix interne»* que les sociaux-démocrates avaient surtout prônée, se substitue la propagande offensive de l'anéantissement de toute manifestation politique de l'antagonisme social. L'Etat confirme le fossé qui avait été un des principaux sujets de lutte de la guérilla.
Fin octobre 77, Vogel [(16)] se plaint de *«ruptures irréparables»*, puisque justement leur défaite est là, l'image politique qu'ils cultivaient à l'intérieur et à l'extérieur se désagrégeait et cette érosion de l'idéologie offrait à la gauche la possibilité de partir des faits.

Il n'y a pas que 77 qui ait produit ce changement. C'était tout un processus engagé par les premières attaques de la puissance développée à l'occasion des grèves des prisonniers, et même après 77, et qui fut décidé par la continuité de la lutte. A ce propos, les actions d'automne 81 prennent une importance capitale. Après 77 et même aujourd'hui, on essaye parfois de colmater la rupture qui s'est creusée. Comme le vieux libéralisme critique à l'égard de l'Etat, et l'antifascisme se sont discrédités en 77, de nos jours une nouvelle gauche, porteuse de l'Etat, se situant *«entre guérilla et Etat»* et acceptant désormais les principes du parlementarisme, a assumé cette mission. Mais cette gauche manque d'impact sur le plan stratégique, ne serait-ce que parce que la marge objective laissée au réformisme s'est encore rétrécie par rapport à 1970 à cause de la crise politico-économique, mais aussi parce qu'ici a été suscitée une résistance que ceux-là seraient incapables d'atteindre, dont la politisa-

tion s'est désormais affermie, qui a compris l'affrontement de 77 et qui s'y connaît avec les conditions que l'Etat fixe à toute opposition de principe.
Cette résistance est basée sur la prise de conscience que le réformisme ne se heurte point aux limites tracées par l'économie, mais bute sur les limites politiques que lui trace l'action révolutionnaire.

La rupture dans les métropoles reste irréversible. Ce retournement de situation réalisé en moins d'une décennie, Kissinger même y fait allusion, lui dont le slogan pour caractériser l'action du SPD encore en 76 était : «*l'idée de la paix à l'intérieur*» et qui constata début 84 : «*Des deux côtés de l'Atlantique nous nous voyons menacés par la prédominance de la politique interne sur la stratégie mondialiste*». C'est là sa réaction au fait que l'impérialisme dont le dessein global est d'éterniser le système capitaliste, non seulement touche à une limite au Sud, où sont engagées les luttes de libération, mais est à l'intérieur également fixé à un front.

BRIGITTE

La définition donnée dans le document concernant le front, selon laquelle la stratégie révolutionnaire est la stratégie contre leur stratégie, est très largement inspirée par notre situation actuelle et par ce qui, depuis 77, en est la principale caractéristique : l'offensive militaire grâce à laquelle l'impérialisme veut s'imposer comme système mondial.

Cette définition a une valeur générale, puisqu'elle admet la guerre comme notion caractérisant notre réalité, notion indispensable à tout mouvement révolutionnaire pour pouvoir lutter. A ce propos, Andreas a dit un jour : «la guerre est la clé», la clé pour en arriver à des idées pratiques sur la voie qui pourra être et qui sera maintenant – en effet à l'ultime stade de l'impérialisme, historiquement parlant – choisie vers la révolution sociale.
C'est la manière dont nous pouvons conquérir cette voie malgré des conditions avec lesquelles nous sommes confrontés.

Nous affirmons que l'internationalisme prolétarien est la voie. Cela comme contexte subjectif des combattants qui existe déjà, et comme stratégie qui, de concert, se fixe l'objectif de libération mondiale, qui oppose son propre but au dessein impérialiste du fascisme global qui, aspirant à la transformation définitive et totale, l'anticipe et la concrétise dans l'attaque, promouvant ainsi en commun, réuni en front, le processus de décomposition, d'érosion du système dans les différents secteurs.
L'objectif stratégique et l'idée politique qui déterminent notre pratique, sont là : internationalité et authenticité à partir de l'expérience spécifique et la fonction de guérilla métropolitaine.

D'entrée de jeu, la RAF a placé dans le rapport global des forces sa lutte et interprété en conséquence le caractère de l'affrontement en métropole : la guerre n'est pas que l'expression d'une escalade amorcée dans les secteurs où elle est la plus avancée, mais elle est bien partout dans le système impérialiste la réalité qu'elle restera jusqu'à la victoire.

Par contre, pour nous, il s'agit de la guerre révolutionnaire et de savoir, comment la hisser au niveau nécessaire pour lui donner la force de provoquer l'écroulement effectif de ce système : une guerre de classe internationale, un combat prolongé.

La dureté, avec laquelle les impérialistes mènent maintenant la guerre à tous les niveaux et sur tous les fronts, s'explique par leur but : pour eux, c'est la bataille décisive, puisque, après l'échec au Vietnam, ils ne croient pouvoir préserver leur pouvoir que par une élimination concrète de l'antagonisme – de la guérilla, des mouvements de libération, des pays accédés à l'indépendance et finalement des pays socialistes de l'Est. C'est là la phase que nous vivons en ce moment, où ils attaquent partout : mise en place de missiles et guerre contre la guérilla en Europe occidentale, l'intervention au Liban, afin d'extirper la révolution palestinienne, Grenade, le Salvador, la guerre qui saigne le Nicaragua, le Mozambique, l'Angola, le Cambodge.

Mais l'union en bloc contre-révolutionnaire homogène qu'il leur faudrait pour tenir sur le plan politique le coup de l'offensive militaire, n'est ni chose faite ni garantie. En même temps, aussi différentes qu'en soient les conditions ou les phases d'avancement, les luttes révolutionnaires font sentir leurs effets sur cette offensive et en préviennent les buts concrets. Le New Jersey [17] qui par les bombardements les plus graves depuis la guerre du Vietnam, aurait dû arracher une victoire américaine – après coup, un fonctionnaire du Pentagone a dit que la zone touchée devrait ressembler à un paysage lunaire – ils l'avaient fait venir du Salvador, où on l'avait déployé peu avant pour pilonner la population civile, isolant ainsi la guérilla.
Toute cette machine conçue avec un équipement de plus en plus sophistiqué en vue de mettre à exécution sa mission de destruction, subit des contraintes : elle se heurte aux limites que lui trace la simultanéité croissante des combats et à un rapport de forces en évolution constante par là-même. C'est cette dialectique qui fait culbuter leurs projets de puissance linéaires. Les combats dans tous les secteurs ont pris une importance directe pour tous les autres, parce que tout le conflit a fait un bond. Le Vietnam a vaincu, en Europe occidentale la guérilla a su s'ancrer politiquement, l'évolution au Proche-orient s'achemine vers une nouvelle étape, vers la révolution arabe.
En Amérique latine qu'ils avaient pendant dix ans couverte de dictatures militaires pour liquider systématiquement toute la gauche, puisque la guérilla pouvait y compter sur une base massive, ils doivent aujourd'hui affronter de nouvelles luttes et des hommes qui n'acceptent plus des solutions factices, auxquels le fascisme ne fait plus peur, puisque leur résistance même s'inspire de cette expérience.
Et la révolution au Nicaragua, qui a brisé l'emprise de la réaction sur tout le continent.
Rien n'est mort ou éteint. Les tupamaros ont dit il y a 15 ans comment l'expérience de Che leur avait servi pour mettre au point la conception de la guérilla urbaine, et plus récemment, il y a deux ans, Salvador Carpio leur a dit la même chose : comment le FMLN salvadorien avait tiré la leçon de leur lutte et pouvait aller plus loin.
Il n'y a pas de stratégie internationaliste commune, mais il y a un processus d'apprentissage basée sur les différentes expériences et évolutions politiques, et il est bien évident aux yeux des combattants et entre eux que chaque attaque constitue un élément de cette stratégie, porteur de nouvelles potentialités pour tous.

La stratégie militaire sert dorénavant de trait d'union et de base à la restructuration impérialiste qui met en avant l'Europe occidentale et le Japon, parce que l'offensive globale passe forcément par le biais du système global.
C'est ce qu'ils ont retenu de l'expérience vietnamienne et c'est ce qui les unit maintenant : ils ont compris que les guerres d'agression et les interventions extérieures se répercutent sur leur société et la mobilisent, puisque nulle part on n'arrive plus à extorquer pour ces initiatives la légitimation ou l'accord.

C'est d'ailleurs le trait essentiel de l'évolution vers un système global : on essaie de répartir «*le coût politique*» et de ne trouver la légitimation que dans le pouvoir militaire du bloc entier et l'opposer à la société.

Voilà pourquoi dans le cas de l'invasion de Grenade les pays réactionnaires des Caraïbes ont lancé un appel d'aide, voilà pourquoi l'intervention de l'OTAN au Liban s'est faite sous le couvert d'une «*troupe de paix multinationale*», Weinberger [18] cherchant jusqu'au dernier moment d'y associer encore dix pays, afin d'éviter un repli des effectifs.

Ce qu'ils visent c'est la structure souple d'un commandement de guerre impérialiste formé par le noyau dur USA, RFA, Grande Bretagne, France et Japon et susceptible au gré des besoins du moment d'y associer des pays de la région concernée. La «*société allemande pour la politique extérieure*» qui publie ses études en collaboration avec la chancellerie et les ministères des affaires étrangères et de la défense, l'a réclamé dès le début de 81. Dans son comité directeur on trouve Stoltenberg [19], von Weizsäcker [20], de Schmidt à Zahn [21], Beitz [22] et Vetter [23] ceux qui créent les conditions nécessaires sur le plan interne. A savoir l'économie, les partis politiques et les syndicats. Après la mise en place des missiles, la mise sur pied d'unités françaises et anglaises d'intervention rapide et l'intégration du Japon dans la stratégie militaire de l'OTAN ce noyau militaire existe désormais.

L'offensive dégagée est devenue pour eux la bataille décisive ne serait-ce parce que la variante réformiste, le social-démocratisme et la guerre larvée, a buté sur tous les plans. Le projet ambitieux du SPD [5] d'enterrer sur le plan des institutions l'antagonisme n'a réussi en aucun point, ni à l'intérieur, entre Etat et société, ni sur le plan international.

Arrivés au pouvoir avec la prétention d'étatiser la contradiction entre travail et capital (action concertée, dialogue organisé entre groupes sociaux, les syndicats comme «*détenteurs corresponsables de parts de la société économique*»), pour garantir ainsi la stabilité interne du modèle allemand, ils se voyaient subitement confrontés non seulement avec la crise économique, mais avec la politique de la classe combattante – avec les répercussions sur les métropoles des luttes de libération nationale.
En juin 68 Schiller [24] a félicité le gouvernement et les patrons que grâce à la coopération entre Etat, économie et syndicats on avait pu éviter «*la contamination des ouvriers allemands par cette guerre sociale en France*».
Ils pensaient s'en être encore une fois sortis : continuer à tenir à l'écart de la politique les ouvriers et récupérer pour l'Etat grâce à une amnistie et à Brandt [13] les étudiants criminalisés.
Mais la politisation par la lutte du front s'est avérée plus forte. L'Algérie, Vietnam, le Sud-Yemen, les Tupamaros ont rétablis ce que les métropoles avaient cru mort : une nouvelle conscience internationaliste et donc la perspective du combat ici, de combattre avec eux. Plus tard, Sartre a appelé ça la découverte révolutionnaire décisive pour l'Ouest, et c'est vrai.
Donc début de la lutte armée en RFA et, dans d'autres conditions, en Italie. Dans la foulée du même développement la révolution sociale est devenue depuis le contenu du combat des mouvements d'autonomie nationale comme ETA et IRA. Il est vrai que la première action de la RAF risquait de compromettre la conception du SPD [5] : assurer la paix interne par le biais d'une stratégie institutionnelle, créant ainsi les conditions d'une intégration sans accrocs de l'Europe occidentale. Pour cette raison et parce que le champ d'opération de la politique réformiste est des plus rétrecis dans notre pays, et qu'elle ne trouve un terrain d'action qu'à condition de liquider l'antagonisme, la réaction contre nous prenait tout de suite la forme de l'anéantissement.
C'est cette contradiction qui a finalement brisé le SPD [5], incapable de la résoudre. La victoire politique sur la guérilla n'aurait été possible

que si nous avions renoncé à la lutte. L'affrontement avec la politique révolutionnaire a rendu vaines l'intégration et la dépolitisation que le SPD (5) avait réussi à imposer à la gauche de 68. Grâce à elle a éclaté au grand jour ce qu'est la stratégie institutionnelle du SPD (5) : mener, sous la forme adéquate, la guerre en métropole.

Ce n'est finalement pas le modèle allemand comme le produit le plus évolué du pouvoir impérialiste qui a été exporté par le SPD (5), mais le dur Etat de la sûreté d'état.
C'est ce qu'on appelle *«germanizzazione»* en Italie, comme du reste l'Etat-SPD depuis 77 a pris une dimension internationale – vu par les révolutionnaires comme la position tactique la plus avancée de l'impérialisme et par les réactionnaires comme l'Etat disposant de l'appareil repressif le plus moderne et le plus efficace. Ce ne sont plus les Israéliens qui forment un peu partout les unités anti-guérilla, mais les instructeurs du GSG (25), et cela de fort Bragg jusqu'en Thaïlande.

Leur projet de pacification – crédits et contre-insurrection – tendant à replâtrer encore une fois les contradictions entre Nord et Sud, a donné aussi peu de résultats. La faim et la misère sont trop grandes, le fossé entre pauvres et riches trop large et trop profond.
Quand Kreisky (26) l'année dernière a proposé un nouveau plan Marshall comme après 45, Schultz (27) s'est borné à répondre que cela lui semblait trop naïf, parce que le niveau économique des pays pauvres était sans commune mesure avec celui de l'Europe en ruines.

Le journal américain foreign policy écrit que la solution impérialiste de la crise, donc l'endettement et la dépendance éternelle du diktat politique des Etats du noyau dur constituera pour des continents entiers un désavantage de 40 à 50 ans de développement.
La commission Nord-Sud de Brandt (13) ne parle plus de patnership global ou de nouvel ordre économique, censé hamoniser des intérêts contrastants, mais de la nécessité prioritaire de sauver le système bancaire. Puisqu'il n'y a plus rien à concerter, puisqu'il est évident qu'un nouvel ordre économique international est inconcevable sans une transformation révolutionnaire du monde entier. Il n'y a qu'une solution à la crise : elle est politique.
La destruction du système formé de faim et de misère, d'oppression et d'exploitation.

Quelle que soit la forme que l'intervention social-démocrate ait prise – la tentative de Bahr (28) en 76 de détourner par l'argent les mouvements de libération nationale à cesser leur combat militaire, ou de mettre en place par l'intermédiaire du réseau tramé par la fondation Friedrich Ebert des hommes sûrs qui feraient surface comme *«opposition démocrate»* après la victoire de la révolution, ou les pressions exercées à l'égard des jeunes Etats nationaux : l'aide économique soumise à la clause d'une politique extérieure anti-communiste – à la longue elle n'a pu nulle part s'implanter. Son idéologie fut brisée par la réalité de la guerre. L'affrontement est trop vaste.

D'ailleurs, sur la ligne Est-Ouest ça n'a pas marché non plus. Quand après 60 les USA ont vu l'approche de révolutions nationales en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et en Afrique, et qu'une rapide victoire sur l'URSS n'était plus possible depuis que celle-ci détenait la bombe atomique, ils se sont vus obligés de changer de politique étrangère. Ils tenaient surtout à étouffer les guerres de libération et à avoir les mains libres pour le faire, en d'autres mots à amener l'URSS à accepter les guerres conventionnelles restant en-deça du seuil nucléaire et ne provoquant donc pas la riposte.
C'est ainsi qu'est née la politique de détente et dans ce contexte le SPD (5) prit son importance. C'est lui qui devait promouvoir la nouvelle ligne et reconnaître les frontières de 45, ce que le CDU (4) à l'époque n'aurait pas été en mesure de faire accepter par ses adhérents et ce que, après 20 ans de politique revancharde, il n'aurait pas eu la crédibilité de proposer aux pays socialistes. En direction de l'URSS, c'était prévu comme opération tenailles : politique de co-existence et répit sur le plan de l'armement au prix d'un arrêt des appuis accordés aux mouvements de libération. En même temps, on espérait ramollir de l'intérieur les pays socialistes par le marché, la consommation et la propagande et d'en obtenir la lente déstabilisation politique. Ça n'a pas tourné rond. Surtout ils n'ont pas réussi à anéantir la révolution vietnamienne.

Le Vietnam est devenu le modèle de la guerre révolutionnaire. Une lutte prolongée, et au travers des défaites et victoires la continuité de l'attaque.

Depuis le Vietnam, les contre stratèges affirment que l'élément décisif est la lutte pour conquérir les consciences, parce que dans une guerre prolongée, c'est la force de conscience des hommes qui arrache la victoire, et non pas la puissance des armes.
C'est la méthode à notre avantage, puisque dans son processus la cause révolutionnaire saura l'emporter, sa nécessité et sa vérité devenant évidentes et étant comprises. Toutes les luttes de libération nationale l'ont montré, mais l'expérience de la guérilla en Europe occidentale est également là pour le faire voir.

Comme ils savent que depuis toujours ils ont perdu et qu'ils perdront forcément vis-àvis des mouvements de libération ce combat dont l'enjeu sont les consciences, la stratégie militaire actuelle l'admet comme évidence et mise sur la guerre éclair atomique.
Tout le réarmement sert à cela, qui vise la supériorité militaire absolue sur l'URSS : l'empêcher d'intervenir sans déclencher l'attache nucléaire contre elle-même tendant à la neutraliser comme adversaire capable d'agir.
C'est la base de la *«guerre à l'échelle mondiale sur plusieurs fronts»* évoquée par Weinberger (18) et en vue de laquelle les missiles de portée moyenne sont déployés ici et chez les unités d'intervention rapide censées emporter une décision dans les plus brefs délais. L'affrontement en est là en ce moment : comme l'impérialisme ne peut plus espérer obtenir une victoire politique, la guerre courte et totale reste le seul moyen.

La guerre révolutionnaire, c'est une notion de qualité. Elle précise non seulement le niveau sur lequel l'affrontement se produit, mais exige qu'on opte pour elle en conscience, qu'on veuille la prolétarisation et l'abolition de la propriété comme rupture.
Nous ne nous battons pas en parlant d'un concept abstrait d'impérialisme, quelque chose qui nous soit complètement étranger, bien au contraire, nous le connaissons, chacun a vécu dans la chair la profonde destruction et aliénation dans la rupture. Nous partons de la notion de système issue **à la fois** de la prise de conscience de sa propre situation, d'aspiration à la libération – puisque c'est d'abord sur sa propre personne qu'on comprend que la métropole est mûre pour la révolution : – qu'on ne saurait vivre dans un système dont la condition d'existence est l'anéantissement; que chaque idée et chaque geste humain, il faut l'imposer contre tout cela, par la force, par la voie révolutionnaire – et de l'analyse des conditions qui nous font développer ce concept : centre impérialiste, continuité de l'impérialisme allemand, après 45 lié par une alliance réactionnaire à la plus forte puissance capitaliste, aujourd'hui : le regroupement en bloc impérialiste, en commandement de guerre homogène.

Au cours des années récentes, au sein de la gauche ici il y a eu la tendance à définir plusieurs lignes à partir de notions comme anti-impérialiste, internationaliste et social-révolutionnaire. Ces concepts ne sauraient cependant être en opposition, parce qu'ils ne cernent qu'une chose, quitte à finir dans la caricature : Le mot internationaliste réduit aux appels à la solidarité avec des révolutionnaires d'ailleurs, quand la question si on les veuille ou non, n'est pas touché, le terme anti-impérialiste est vu comme recherche sur l'impérialisme qui, trop abstraite, ne s'interroge pas comment le combattre, le terme social-révolutionnaire comme synonyme de question sociale, garantir le nécessaire, ce qui obligatoirement chavire dans le réformisme, tant qu'on laisse de côté le noyau du problème, à savoir quels sont les rapports de force qu'il faut faire éclater pour permettre aux hommes du monde entier de subvenir à leurs besoins.

De cette façon, on ne fait que bloquer les processus didactiques et une pratique qui arrivent à se resserrer unis dans l'attaque.

Le front en métropole est internationaliste de par son objectif : la libération, la révolution sociale, et anti-impérialiste de par les rapports de forces, dont il est l'antagoniste.

La RAF a développé son offensive sur les deux lignes de la guerre : contre les structures internes du pouvoir, l'Etat impérialiste, et contre l'enceinte, l'appareil militaire américain au tour de l'ensemble-l'appareil.
C'était là notre expérience de base au départ : que le processus révolutionnaire comme force antagoniste ne peut l'emporter qu'à condition d'admettre que le système impérialiste forme un tout et que nous devons définir en conséquence notre objectif stratégique – la révolution sociale comme révolution mondiale. En effet, tant que le système n'est pas totalement détruit, celle-ci ne peut dans aucun secteur se développer selon les exigences et les buts. A fortiori pas dans les métropoles. Là, personne ne lâche prise.

Nous voulons concrétiser cela à la lumière de 77 qui fut aussi décisif, parce qu'alors les deux lignes ont pratiquement coïncidé et l'identité stratégique a sauté aux yeux.
Elles ont coïncidé en ceci que le problème du pouvoir que l'action a posé à L'Etat RFA, a mobilisé et réclamé la réaction du système dans son ensemble.
Pour la première fois, ils ont alors ouvertement agi et décidé dans la dimension de la guerre internationale des classes, puisque dans cet Etat était en même temps attaquée la fonction qu'il exerce dans le projet impérialiste global : créer ici en Europe occidentale les conditions d'une offensive globale – et parce que seul le système dans sa totalité est en mesure d'enrayer des actions à ce niveau.

Comme alliance, ils ont refusé l'échange, parce qu'une décision stratégique était requise dont dépendait la base de leur projet militaire : sauraient-ils ou non l'imposer ici. Ils tenaient à tout prix à préserver le premier stade d'unification réalisé en Europe occidentale jusqu'en 77 – intégration des polices et centralisation de la contre-insurrection – préalable intrinsèque du deuxième stade : réarmement et regroupement en centre de guerre des Etats d'Europe occidentale.

Une victoire dela guérilla en RFA, pays qui a mené et promu ce procès en aurait mis en cause le principe. Elle aurait changé le rapport des forces ici et ailleurs. En effet, Schmidt, profitant du moment, où le nouveau fascisme métropolitain s'était présenté de l'intérieur et vers l'extérieur, a amorcé l'étape suivante. Le 28.10, dix jours après Stammheim et Modogiscio, il réclame à Londres que soit comblé le *«trou en matière de missiles»* et que soient déployées en Europe occidentale les nouvelles fusées américaines à portée moyenne.

Donc c'est l'ensemble de la situation qui explique la dureté de l'affrontement en 77 et qui en donne la dimension : coordination de toutes

les actions avec Carter, Giscard et Callaghan, à propos desquelles Schmidt [1] après coup a rayé chaque mot de la documentation officielle publiée par le gouvernement fédéral; l'état-major de crise qui, comme à Bonn, a fonctionné tout le temps au ministère américain des affaires étrangères; les pressions exercées contre les Etats que les prisonniers avaient notés comme pays d'accueil potentiels; enfin l'action impérialiste intégrée lancée en vue de permettre la mise en œuvre du GSG [25] contre le commando palestinien à Mogadisho.

Il s'agissait bel et bien d'une décision stratégique au niveau du système dans son ensemble, et l'intérêt que les patrons ouest-allemands avaient de retrouver si possible l'un des leurs, restait secondaire.

Schmidt [1] devait se charger de faire comprendre cette priorité au pays, aux milieux économiques et à l'opposition. En pratique, cela a trouvé son expression dans le fait qu'il ait appelé à la cellule de crise Zahn [21] et Brauchitsch [29] pour les associer directement à la préparation des décisions.
Le voyage de Strauß [3] en Arabie saoudite prenait la même allure d'action concertée. Il aura promis aux Saoudiens le char Léopard de Flick, pour les amener à faire valoir leurs relations en Somalie. En effet, la Somalie à ce moment avait déjà publiquement promis d'accueillir les prisonniers, démentant ainsi les mensonges de Wischewski.
Cela ne s'est su que beaucoup plus tard, lorsque les Saoudiens sont venus prendre des nouvelles du Léopard et que ni Schmidt [1] ni Kohl ont pu faire prévaloir leur point de vue contre le lobby pro-israélien au Bundestag [2]. Schleyer, bien sûr, a misé à fond sur Brauchitsch [25], comme le font voir ses lettres. C'est d'ailleurs évident, puisque plus ou moins tous les dirigeants de quelque importance à Bonn étaient pris dans les maillons de ce groupe industriel, et Schleyer le savait. La situation étant ce qu'elle était, tout cela passait dans les lignes secondaires, et par conséquent d'entrée de jeu l'engagement des milieux politiques en sa faveur n'était qu'apparent.

Que dans la phase que nous vivons actuellement ce n'est plus l'intérêt de certaines fractions qui compte, mais l'intérêt global des impérialistes, Friederichs [30], le successeur de Ponto [31], l'a clairement exprimé : *«Ça ne devient dangereux que lorsque la substance est touchée»* – donc quand ce ne sont plus un ou deux de leurs dirigeants les plus importants qui laissent un trou, mais lorsque le fonctionnement des plus fins rouages du pouvoir est compromis. Parce que c'est toute la machine qui risque d'être grippée.

Sur le même ton Schmidt [1] devant le Bundestag [2] : *«si nous étions dans la même situation, vous, Monsieur Kohl, ou moi, chacun dans l'hémicycle saurait que nous serions condamnés au même sacrifice»*.
Schmidt [1] a d'ailleurs également dit : cela créera des standards – et en effet après 77 aucun pays de l'OTAN n'a plus reculé en-deçà de cette ligne. Tracée dès 74 par Kissinger, elle a pris en 77 valeur de doctrine pour l'Europe occidentale.

Ça n'a rien à voir avec force. Toute cette ligne dure résulte de la nécessité d'éviter par tous les moyens une percée révolutionnaire dans les métropoles, et devant une telle perspective, la déclaration ouverte de l'état d'urgence contre la guérilla, comme en 77 ici, en 78 et 82 en Italie, leur semble provisoirement le moindre mal.
Le véritable problème n'était pas la libération des prisonniers, mais le fait que ce geste aurait signifié reconnaître comme donnée politique l'engagement du processus révolutionnaire dans la métropole.
Kupperman, conseiller en matière de préparation de mesures d'urgence et d'antiterrorisme auprès de l'office américain de désarmement, peu après l'action Schleyer, s'est exprimé en ces mots à l'occasion d'une conférence sur l'antiterrorisme à Hamburg : *«En ce qui concerne le problème de négociations et comment les engager sur le plan politique, j'estime qu'au moins sur le plan stratégique nous devons faire preuve d'une fermeté extraordinaire. Les gouvernements ne peuvent pas risquer de perdre leur souveraineté en faveur d'essaim d'abeilles que sont les terroristes comparés à l'Etat armé»*.

Tout cela est relatif, puisque tout dépend toujours des conditions concrètes, donc de l'importance d'une action et aussi de sa durée : de ce que cette attaque peut mobiliser, des frictions et retombées politiques qu'elle est susceptible de causer à la longue.
Ce qui compte dans une action qui ne se limite nullement à l'attaque militaire, mais qui ne fait que commencer pour poser dans la suite la question de pouvoir, c'est d'avoir la capacité d'agir au stade nouveau ainsi amorcé. Il faut donc déterminer les pas suivants à partir de la nouvelle qualité politique – et je ne l'entends pas au sens militaire, mais dans un sens plus vaste comme anticipation d'une nouvelle phase et par conséquent, l'attaque militaire peut seule dégager une force politique. C'était là la leçon la plus importante que nous avons tirée de l'action Schleyer.

La stratégie militaire étant devenue la charnière, la politique est désuète – ou alors c'est là qu'elle trouve son expression la plus pure. Comme le dit Stümper [33] : la politique en matière de sécurité s'est transformée pour les Etats impérialistes en politique de survie.
Vers l'intérieur, cete politique de survie se manifeste sous forme d'Etat-sûreté, et plus précisément de réaction préventive au rebondissement global du conflit entre impérialisme et révolution qu'ils admettent – aux *«luttes nationales et mondiales engagées au cours de la présente décennie»* (Boge [32]), au *«bouleversement qui marque cette époque»* (Stümper [33]), contre la perspective d'une *«guerre civile internationale»* (Geissler [34]).

A la révolution mondiale qui se profile à l'horizon, ils opposent leur conception de l'Etat mondial réactionnaire.

Si Mainhofer [35] a déjà – il y a quelques années – parlé de la politique intérieure du monde et de la société mondiale où il n'existe que des criminels et plus des révolutionnaires, et si Rebmann parle du droit mondial qui va venir où il sera aussi finalement responsable pour la persécution des mouvements de libération, cela n'est pas seulement leur projection d'un *«reich impérialiste de mille ans»*, mais est aussi une base super dure et réelle.. Espace juridique européen, BKA européen, politique extérieure de l'OTAN *«avec une seule voix»*, sont les pieds – la tête est la stratégie militaire.

Et cela est aussi la misère des réformistes : ils transforment la guerre impérialiste au niveau de la folie et de l'irrationalisme, pour la dépolitiser comme apocalypse incroyable et irréelle. Ceci, parce que les réformistes ne veulent pas la guerre impérialiste, mais – pour qu'eux-mêmes ne soient pas écrasés – ils veulent encore bien moins mener la lutte contre ça. Il n'y a rien d'irrationnel. La guerre impérialiste a un objectif, élémentaire et précis – détruire l'antagonisme au niveau mondial pour pouvoir même survivre. Et si cela fut irréel, seulement la lutte peut donner une réponse. En tout cas elle est ouverte maintenant, et il s'agit justement de cette question dans la confrontation actuelle.

La guérilla en Europe de l'ouest dispose dans cette guerre de possibilités stratégiques extrêmement complexes, comme elle est en même temps soumise à des contradictions extrêmement difficiles. Une concentration énorme de présence militaire, et des moyens militaires, un appareil de police fortement réarmé, qui essaye de se mettre comme un couvercle sur toute la société, des media intégrées, etc. et elle (la guérilla) lutte à partir d'une histoire des grands sacrifices et des grands échecs, car le prolétariat, ici, était toujours confrontés avec deux espèces d'ennemi avec la contre-révolution, guerre, fascisme et avec les méthodes differencielles – social-démocratie, consommation, état.

Quand même elle ne sort pas de rien. Mais exactement de cette histoire et de cette expérience dans la métropole. Elle a passé une école qui lui a appris tout ce qu'il faut savoir pour pouvoir être l'antagoniste.

Les groupes de guérilla en Europe de l'Ouest ont commencé leur lutte sous des conditions différentes et avec des imaginations diverses. Pendant les 15 dernières années ils se sont rapprochés. Et cela comme processus pratique d'apprendre le développement des uns aux autres.

«L'identité dans la différence» (Jan Carl Raspe, RAF, prisonnier politique assassiné le 18.10.77 à Stammheim) définissait une fois ce phénomène comme cela. Et ceci est maintenant actuel si nous voulons déterminer cette phase comme la deuxième pour la guérilla métropolitaine : comprendre la stratégie métropolitaine comme stratégie ouest-européenne et s'en approcher à chaque pas.

Stuttgart-Stammheim, le 4 dec. 84

Tout de suite après cette déclaration les deux camarades ont entamé leur grève de la faim collective (Ndlr).

NOTES

1 Helmut Schmidt, chancelier à l'époque.
2 Bundestag : Parlement allemand
3 Franz Jozef Strauss : Premier ministre président en Bavière, ancien ministre de la défense et jusqu'à aujourd'hui chef de l'Union Chrétienne Sociale (C.S.U.) qui est un des partis qui participe au gouvernement actuel.
4 C.D.U. : Union chrétienne démocrate, un des partis actuellement au gouvernement.
5 S.P.D. : parti social démocrate allemand qui était à l'époque avec le parti libéral allemand (F.D.P.) au pouvoir.
6 Herbert Wehner : Président de la S.P.D. à l'époque.
7 Rebmann : Procureur général de la république à l'époque et actuellement.
8 Becher : député de la C.S.U.
9 Zimmermann : Député de la C.S.U. à l'époque et actuellement ministre de l'intérieur.
10 Heinz Kuehn : Ministre président à Nordrhein-Westfahlen à l'époque.
11 Golo Mann : Fils de Thomas Mann, écrivain.
12 Walter Scheel : Président de la RFA à l'époque.
13 Willy Brandt : Ancien chancelier (SPD) président de la SPD à l'heure actuelle et président actuellement de l'international socialiste.
14 Herold : Président du BKA à l'époque.
15 Marighela : Révolutionnaire latino-américain.
16 Vogel (SPD) : Ministre à l'époque aujourd'hui chef de la fraction SPD dans le bundestag et candidat pour la position de chancelier lors des prochaines élections
17 New Jersey : navire de guerre US, un des plus gros destroyers du monde.
18 Wein Berger : Ministre de la défense US.
19 Stoltenberg (C.D.U.) : actuellement ministre des finances en RFA.
20 Von Weizsaecker : président de la RFA.
21 Zahn : PDG de Mercedes Benz.
22 Beitz : Patron des patrons allemand
23 Vetter : Président du D.G.B. (alliance des syndicats allemands).

24 Schiller : (S.P.D.) «ancien super ministre de l'économie».
25 G.S.G. : Unité paramilitaire anti-terroriste.
26 Kreisky : Ancien chancelier social-démocrate en Autriche.
27 Schultz : Ministre de l'extérieur des Etats-Unis.
28 Egon Bahr : (S.P.D.) Ministre à l'époque.
29 Brauchitsch : PDG du contortium Flick
30 Friderichs : (S.P.D.) ancien ministre de l'économie PDG de la Dresdner Bank.
31 Ponto : PDG de la Dresdner Bank avant Friderichs. Il était exécuté par un comando de la RAF en 77.
32 Boge : Président du BKA actuellement.
33 Stuemper : Haut fonctionnaire de la police et expert anti-terroriste.
34 Geissler : (C.D.U.) actuellement ministre de la famille.
35 Mainhofer : (F.D.F!) Ministre de l'intérieur à l'époque.

Décl. des prisonniers politiques de RFA concernant leur grève de la faim. Décembre 84.

Nous disons que la dialectique de luttes révolutionnaires revêt une plus grande importance que la doctrine impérialiste de la position dure.

Dans les QHS, les prisons, sur l'ensemble du terrain social ici et à l'échelon international : les impérialistes cumulent les moyens de guerre et de répression pour étouffer l'histoire qui, partout dans le monde, demande la rupture avec le système capitaliste.

Leur pouvoir est stratégie militaire, lutte contre la révolte, machine - mais il est creux, n'est que violence, rien de plus.

C'est leur réaction à la force en voie d'unification des luttes internationales pour la libération, en Europe occidentale également.

Conscients de l'unité des prisonniers de la guérilla et de la résistance, nous luttons maintenant par la grève de la faim pour obtenir le regroupement dans de grands groupes. Nous revendiquons l'application des garanties minimales fixées par la Convention de Genève.

Contre l'institutionalisation de la torture et de criminalisation des prisonniers politiques dans les démocraties de l'OTAN - c'est-là la revendication politique, pour laquelle les prisonniers de guerre luttent en commun, et c'est leur protection possible.

Dans notre situation également et quand on apprécie la situation globale, c'est la même décision que doivent prendre toutes les parties de la gauche révolutionaire : à partir d'un rapport figé des forces, percer la défensive - transformer en combat la recherche, les tentatives, la volonté et créer de nouvelles percées politiques.

Pour nous cela signifie de partir du fait de l'isolement, de l'isolement forcé et de nous fier à notre propre force. Contre une situation dans laquelle l'Etat impérialiste - étant donné son instabilité substantielle et la perte croissante de légitimité - ne veut que démontrer sa puissance de dominer, tout en combattant tout changement en faveur même de prisonniers, comme si c'était une question de puissance.

Notre lutte se rapproche des combats des prisonniers de guerre en France, en Irlande, en Turquie, en Espagne, en Italie et dans la Palestine occupée et donne naissance à d'autres luttes.

Elle est intégrée dans la tâche à exécuter par l'ensemble de la gauche révolutionnaire ici : ou elle avance, en luttant, dans la pratique de la résistance jusqu'au procès révolutionnaire authentique en Europe occidentale, tout en étant le sujet de la lutte pour la libération, ou elle doit se résigner à n'être qu'une opposition marginale qui se limite à donner des commentaires au sujet des crimes de l'impérialisme et de la voie vers l'Etat fasciste parfaitement structuré par la sûreté d'Etat.

UNITE DE LA LUTTE DANS LE FRONT ANTI-IMPERIALISTE!

Nous exigeons le regroupement en grands groupes de tous les prisonniers révolutionnaires. Ce regroupement, nous ne pouvons l'obtenir qu'en combattant.
En résistant à l'ensemble de ce programme de destruction de plus en plus dur, nous nous défendons et nous nous approprions à un nouveau niveau ce qu'ils veulent briser de toute leur force.
Là où le pouvoir fonctionne par le biais de la séparation, la différenciation, la destruction d'individus pour frapper le groupe entier et pour paralyser le processus, la solidarité constitue une arme. C'est la première expérience politique subjective d'importance pour chacun qui commence à lutter dans ce domaine, elle constitue le noyau de la morale révolutionnaire : la solidarité en tant qu'arme - concrète, matérielle, l'action résultant de la propre décision en faveur de cette guerre.
Il y va de cette solidarité - elle est la condition absolue de notre lutte, et la décision en sa faveur qui, pour chacun d'entre nous, est un nouveau pas, est nécessaire et possible également pour les prisonniers venant de la résistance comme pour chacun qui, en prison, lutte pour sa propre identité, contre le pouvoir, à partir d'une même situation commune à tous : prisonniers, isolés, obligés comme nous de faire face à toute la rigueur de leurs méthodes de guerre : cela n'est possible que si nous luttons ensemble pour réaliser la collectivité et l'unité ainsi que le moral et les structures permettant de briser les effets de cette guerre contre-révolutionnaire.

Nous exigeons la collectivité des prisonniers et leur regroupement en tant que sa condition pratique : parce que là où ils veulent la stagnation et l'assujettissement sous leur pouvoir, elle est un processus vivant et matériel où de nouvelles idées et expériences se rencontrent et où nous pouvons, en luttant, obtenir de nouvelles possibilités, de nouveaux concepts et une nouvelle politique.

Elle constitue ainsi une protection pratique contre la torture, contre la terreur permanente de ces conditions qui là où nous sommes ensemble, ne peut plus être efficace, le siège total se brisant contre le processus collectif.

La collectivité est la structure et l'objectif de la guerre de libération. Elle constitue le seul espace où peuvent se développer des engagements, des processus d'apprendre et des relations conscientes et auto-déterminées. Elle est la concrétisation d'une nouvelle réalité parmi nous et pour nous que l'ennemi n'arrive plus à saisir et à atteindre ; elle constitue la structure subjectivement et objectivement nécessaire, surtout en métropole, à cause de l'absence de luttes de masses révolutionnaires, à cause de la faiblesse des formes d'organisation légales vis-à-vis du fascisme dans ce pays, à cause du manque d'engagement des structures politiques sur place, de leur caractère sporadique et de l'impossibilité d'être le sujet de sa propre action dans des structures contrôlées et manipulées par l'Etat.

La collectivité est déterminée par les objectifs à atteindre : lancer l'attaque - non pas une seule, mais sous forme d'un processus commun et permanent de la détermination et de l'action politiques. Elle n'existe que dans la lutte et elle ne peut se développer que contre la domination et la répression. Elle n'est pas la négation pure et simple de tout ce qui est Etat et capital, mais l'organisation sociale d'hommes libres, telle qu'elle est possible dès maintenant ici et partout où on est en lutte.

Nous voulons l'unité de tous les prisonniers politiques dans la lutte pour la libération - il ne s'agit pas de lutter pour une meilleure perspective en prison, comme il n'y a, en général, pas de perspectives de vie dans le système impérialiste - et la réunion avec tous ceux qui ont rompu avec ce système, qui, luttant contre la prison, l'Etat, l'impérialisme et le régime autoritaire, se basent sur les luttes révolutionnaires, les initiatives et les expériences des dernières années, et qui veulent en tirer les conséquences en lançant l'attaque commune dès maintenant.

Nous opposant au programme de l'OTAN, visant la poursuite de la guerre contre la guerilla et la résistance également dans les prisons, programme standardisé et devenu de plus en plus dur en Europe occidentale, nous exigeons des conditions de détention telles qu'elles sont fixées dans les Conventions de Genève comme garanties minimales contre la torture et l'anéantissement des prisonniers de guerre, à savoir :

- regroupement en grands groupes avec les prisonniers de la résistance et tous les prisonniers combattants ;
- suppression de l'isolement individuel ou par petits groupes et de la surveillance et du contrôle acoustiques et optiques ;
- suppression de l'interdiction de communiquer en nous permettant des visites, lettres, livres, la libre discussion et information politiques.

Il est évident que la confrontation visant à imposer nos objectifs va être totale ; cette guerre ne connaît pas de médiation - depuis longtemps, ils y ont renoncé et ils mènent la guerre ouvertement parce qu'ils ne veulent pas seulement notre anéantissement, mais surtout notre anéantissement rapide. Plus notre lutte dure, plus leur projet fasciste et l'escalade qu'ils désirent, se retourne contre eux, plus cette lutte développe une dialectique en notre faveur, plus s'impose cette politique qu'ils veulent effacer.

L'escalade est si concrète *«qu'on pourrait la toucher»*.
Rebmann a dit en décembre 83 : l'action *«salutations aux prisonniers politiques»* est une tentative visant à rompre l'interdiction de communiquer avec l'extérieur - c'est une nouvelle étape dans leur vieux programme qui, depuis 13 ans, est la réalité des prisonniers politiques en R.F.A. : 9 prisonniers morts, la torture par isolement, quartier de sécurité, interdiction de communiquer avec l'extérieur.

Ils ont tout essayé : lavage de cerveau dans des quartiers absolument *«morts»*, traitement psychiatrique forcé allant jusqu'à l'isolement différencié et totalement surveillé dans ce qu'ils appellent le système pénitentiaire normal, coups et attaques, anesthésie forcée et gaz CS, fouille gynécologique par la force, ligotage de plusieurs heures des prisonniers nus pendant les transports, alimentation forcée et privation d'eau, manipulation visant à mettre les prisonniers dans une situation de stress, rafles quotidiennes des cellules, plusieurs fouilles du corps par jour, emprisonnement en *«bunker»*, ligotage de plusieurs jours sur les couchettes, privation du sommeil, empêchement du traitement médical ; enregistrement et surveillance de toute manifestation vitale et adaptation de la terreur quotidienne à l'individu ; privation des possibilités d'information et d'orientation sur la réalité à l'intérieur et à l'extérieur de la prison ; privation de la lumière du jour par l'installation d'abat-jours pendant la journée, et de l'obscurité par un éclairage permanent pendant la nuit ; privation de l'ambiance, d'air, de bruits, de changements, de couleurs, de possibilités de retrait et d'un espace individuel, de la radio, de livres, de journaux ; privation, pendant des années, des possibilités d'activités physiques à l'extérieur du conteneur d'isolement, privation de toute chose et de toute personne qui peut être retirée à un homme, y compris de la capacité qui le distingue de l'animal : la possibilité de l'interaction sociale - coupure de tous les contacts par lettres, condamnation à deux semaines de prison de membres de la cohabitation et rafle dans ce logement à cause d'une lettre qu'ils nous avaient écrite, terroriser des visiteurs pour les décourager, prise de notes de chaque parole par les membres de la police judiciaire fédérale et régionale, interdiction de presque toutes les visites, y compris celles de membres de la famille à cause de leurs activités publiques contre la torture et l'anéantissement (pour *«appui accordé à une association terroriste»)*, écoute des entretiens téléphoniques avec nos avocats, rafles dans les études des avocats, arrestations.

Depuis 1982, les administrations des prisons ont, de leur propre autorité, interdit les communications avec l'extérieur ; interdiction de communiquer également à l'occasion de rafles de la police judiciaire fédérale.

Et maintenant, dans le contexte de l'interdiction de communiquer avec l'extérieur, Rebmann dit : *«A l'avenir, nous combattrons plus intensément encore le regroupement»*.

En clair cela signifie l'isolement individuel dans des quartiers et cellules hermétiques de haute sécurité pour nous et maintenant aussi pour les prisonniers de la résistance.

Après 8, 10, 13 ans d'emprisonnement ce sera maintenant l'interdiction permanente de communiquer comme normalité fasciste où, comme en 1977, tout deviendra possible.

Cependant, il n'y a qu'un seul moyen contre leur programme terroriste : lutter et les attaquer même à partir de cette situation défensive qu'est l'isolement, lutter avec ce qu'ils ne peuvent nous enlever sans nous tuer : notre conscience collective et notre volonté de vaincre.

C'est une question de pouvoir parce que le tout est en jeu et la question de savoir si nous pouvons briser maintenant cette offensive de la sûreté d'état, ne peut être détachée de celle comment on peut briser généralement leur offensive contre-révolutionnaire, et parce qu'ils craignent que de nouvelles conditions ne s'imposent en faveur du mouvement révolutionnaire si nous, les prisonniers révolutionnaires réunis, qui luttons, réussissons à triompher.

Dans cette situation où les pays impérialistes aménagent l'Europe occidentale avec la R.F.A., base principale US, en zone stratégique contre les luttes révolutionnaires dans le monde entier, chaque percée que réalise la résistance en direction du front intérieur devient une question de pouvoir.

Car, après la défaite du système US au Vietnam et la phase de reconstruction où ils donnent une orientation fasciste à l'OTAN en tant que alliance militaire stratégique pour servir la politique intérieure et extérieure US, parce qu'elle doit participer à **toute** intervention, il est devenu pour eux une question de survie de prendre et garder en main les métropoles d'Europe occidentale : contre la pression persistante des guerres de libération et ses répercussions dans les centres impérialistes, contre les jeunes Etats nationaux et les pays socialistes de l'Est, et contre la formation d'un front au centre même qui, par plus de 10 ans de politique armée en Europe occidentale, se concrétise, avec ses attaques stratégiques, comme front anti-impérialiste au sein duquel les luttes révolutionnaires les plus variées se développent pour prendre une fonction antagoniste et offensive par rapport au front global.

Lorsque Zimmermann, attaqué d'abord par l'ONU pour sa politique fasciste vis-à-vis des étrangers, réussit par la suite à l'obliger à avaler les violations des droits de l'homme perpétrées contre ceux qui ont demandé l'asile,

lorsque son secrétaire d'Etat se rend à Grenade après l'intervention américaine pour démontrer ce qu'ils entendent par *«politique intérieure mondiale»*,

lorsque la nouvelle convention contre la torture peut être ignorée dès le début par la R.F.A. et les autres pays membres de l'OTAN,

lorsque la R.F.A. peut continuer à extrader des camarades kurdes et turcs à la Turquie, son partenaire au sein de l'OTAN, parce qu'elle a fait le nécessaire pour que la torture et le meurtre dans ce pays aient été acceptés entretemps comme normaux par la communauté européenne,

lorsque, avec son représentant Jaeger à la commission des Nations Unies pour les droits de l'homme, elle met en évidence d'une manière quasiment programmatique quelle attitude à l'égard des droits de l'homme elle veut faire passer,

alors Rebmann peut bien sûr considérer comme normale l'acceptation de la torture par le public de ce pays, et faire ce qu'il poursuit depuis longtemps déjà et ce qui est proscrit par l'ONU à l'échelon international comme étant une forme de la torture : l'interdiction de communiquer avec l'extérieur.

C'est somme toute une autre normalité qu'ils veulent faire passer par des moyens répressifs : ils veulent la militarisation de la politique, de l'Etat et de la société, ils veulent une normalité qui aspire à l'accoutumance parce que l'habitude, de son côte, vous rend insoucieux de ne rien sentir, de ne rien penser, de ne rien comprendre.

Il n'y va donc pas de l'information sur le fait de la torture, il y va du pouvoir et de l'action s'opposant à la révolution.

Toute cette attitude arrogante d'étalage de la puissance impérialiste ne connaît qu'une limite que seule une résistance forte et sûre d'elle-même - qu'elle soit illégale ou légale - peut lui mettre.

La R.F.A. ayant réussi à faire accepter l'intégration des organismes de police des pays de l'Europe occidentale - sous forme d'une mesure ouvertement militaire - comme une mesure préventive contre l'antagonisme armé à l'intérieur des métropoles, le projet impérialiste suivant est la transformation de ce bloc de protection des Etats en le *«pilier européen de l'OTAN»*, les liens communs militaires devant forcer l' *«unité politique»* des pays membres avec la doctrine militaire US - sur la base des stationnements - parce que cela n'a pas fonctionné par d'autres moyens et méthodes.

Ceci doit créer les structures qui, sans avoir besoin du consensus des Etats nationaux, doivent fonctionner en faveur des intérêts du bloc de puissance stratégique.

Des protestations de plusieurs millions d'hommes n'ont rien pu faire contre ces machinations, et même la résistance, ne pas considérer l'Etat de la R.F.A., son pouvoir développé et ses prétentions grandissantes à la puissance comme étant identiques avec la politique d'extermination de l'impérialisme US, ne pouvait, dans la confrontation avec la mobilisation totale préventive de l'appareil, être un facteur dans le rapport de forces international au sein et à partir duquel nous luttons ici.

L'interdiction de communiquer avec l'extérieur, décrétée maintenant par Rebmann comme une menace contre nous et tous ceux qui discutent avec nous, avec qui nous luttons et que nous connaissons sans les avoir jamais vus ou sans avoir *«communiqué»* un mot avec eux,
parce qu'ils savent que beaucoup aspirent à une solution radicale, à une lutte concrète, parce qu'ils veulent réunir et avancer leurs expériences des dernières années avec celles des prisonniers de la lutte armée - pour une percée.

Car c'est exactement de quoi il s'agit.
Il s'agit de percer le blocus contre-révolutionnaire pour donner ainsi un nouveau sens à la multiplicité d'initiatives, d'expériences et de structures antagonistes : contre la logique de l'anéantissement, contre la détention à perpétuité dans la métropole - il s'agit de libérer les expériences, les besoins, les espoirs, les buts bloqués et l'horizon politique devenu étroit du fétiche d'une superpuissance de l'Etat ;

il s'agit de plus de lutter pour dégager ici la nouvelle phase dans l'évolution de la guerre révolutionnaire – de faire le bond maintenant, car ce sera un bond pour chacun de nous – ici dans les prisons et dans chaque secteur de la confrontation : imposer, en luttant, la solution révolutionnaire contre les contre-révolutionnaires, démanteler le projet global de la réaction et les piliers stratégiques sur lesquels ils veulent l'ériger –

contre-révolution préventive, menée de la guerre par la police, guerre sociale totale, organisation des métropoles en tant que rapport de violence total pénétrant tous les domaines sociaux et toutes les relations sociales, un rapport destructeur et auto-destructeur.

Campagnes d'anéantissement contre les mouvements de libération, les peuples, les révolutions en Asie, Amérique latine, Afrique. L'organisation de ces sociétés entre la caserne, le FMI et l'utilisation de l'arme de la faim qui atteint maintenant son point culminant contre des millions d'hommes pour que ceux-ci ne puissent nuire à leurs projets d'hégémonie mondiale quand ils veulent reprendre avec violence la vie qu'on leur a enlevée.

La politique de la menace et de la provocation poursuivie sur la base de leur supériorité globale tout autour du globe et dirigée surtout contre les Etats socialistes à l'Est, la hâte avec laquelle ils veulent éclipser la totalité des crimes impérialistes, avec laquelle ils organisent la guerre conventionnelle et atomique,

la course contre la transformation de la maturité objective de la métropole en un front de la guerre de libération, contre les luttes de libération et les explosions sociales dans tous les continents.

Puisque la situation est telle, puisque la contradiction touche l'ensemble du système social du capital, les impérialistes veulent faire des quartiers et des camps de concentration *«la fabrique à anéantir la contradiction des classes»*, et les prisonniers de guerre en Europe occidentale sont confrontés avec les mesures standardisées de l'Etat d'OTAN : à la suite d'une décision prise par l'OTAN le statut politique a de nouveau été enlevé aux camarades irlandais ; le modèle ouest-allemand des quartiers ressemblant à des boîtes et de l'isolement forcé s'est établi même en Espagne et en Italie.

Maintenant il est utilisé contre les combats de masse des prisonniers turcs et kurdes : 38 nouvelles prisons de haute sécurité et d'isolement destinées à prévenir une résistance collective.

Ils visent le moral révolutionnaire et les nouvelles expériences faites par les prisonniers de guerre des guérillas, des combats populaires et des mouvements anti-impérialistes et communistes, et pour lesquelles ils luttent.

Les prisonniers de guerre en Europe occidentale sont proches les uns des autres. Leurs combats sont antagonisme et offensive contre le système du capital et la contre-révolution de l'OTAN.

Ils déchirent la prétention totalitaire du projet impérialiste sur le terrain où celui-ci dispose du plus grand pouvoir. Si les Etats de l'OTAN visent à anéantir l'évolution du front dans ce secteur - celui du prisonnier - c'est à nous de les confronter exactement ici avec la stratégie et le moral du front que nous voulons.

La grève des prisonniers irlandais en 1981 nous est une orientation, pour nous, de même que les combats des prisonniers turcs et kurdes - leur force internationaliste particulière.

Ce sont ces combats qui préparent la victoire.

Pour l'unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest: RAF-AD. Janvier 85.

Nous déclarons :

Il est, aujourd'hui, nécessaire et possible d'ouvrir, dans les centres impérialistes, une nouvelle phase du développement de la stratégie révolutionnaire authentique, et l'une des conditions à ce saut qualitatif est de créer l'organisation internationale de combat prolétaire dans les métropoles, son noyau politico-militaire : la guérilla ouest-européenne.

Nous déterminons cette décision,

à partir de la situation globale objective ;

La centralité de l'Europe de l'Ouest pour le redéploiement impérialiste, conséquence de l'ouverture d'une brèche dans le rapport de force international par les luttes de libération des peuples des pays de la périphérie, résultant du heurt entre l'accroissement des forces productives et des limites du marché mondial, amène une globalisation politique et militaire de la crise à l'ensemble des pays impérialistes.

à partir de notre réalité ;

L'expérience des dernières années, qui ont vu, dans les métropoles, l'implantation et le développement de la politique révolutionnaire armée, ainsi que l'apparition en différents points de nouveaux foyers de lutte de libération.
A partir de ces expériences, des débats ont été menés au sein du mouvement révolutionnaires, pour la construction d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire dans les métropoles, dont l'affirmation - pour la perspective communiste en Europe de l'Ouest - se présente aujourd'hui comme inéluctable.

En partant du fait de l'unification de la stratégie impérialiste, les tâches essentielles de la guérilla communiste en Europe de l'Ouest, pour le développement de son projet historique dans la lutte contre l'impérialisme, sont :

MENER LE DEBAT POUR UNE LIGNE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE, INITIANT LA CONSTRUCTION DE L'UNITE DANS L'OFFENSIVE CONTRE LA MACHINE IMPERIALISTE!

DEVELOPPER UN PROCESSUS DE POLITIQUE DE CLASSE DONT LA DIALECTIQUE RASSEMBLE LES PRATIQUES ANTAGONISTES DANS UN MOUVEMENT CONTRE L'ANEANTISSEMENT VECU CHAQUE JOUR. CONSTRUIRE LE FRONT POLITICO-MILITAIRE EN EUROPE DE L'OUEST, EN TANT QUE PARTIE DE L'AFFRONTEMENT MONDIAL ENTRE PROLETARIAT INTERNATIONAL ET BOURGEOISIE IMPERIALISTE.

CE FRONT, COMME PROCESSUS OUVERT, ORIENTE VERS UNE ATTAQUE COMMUNE, DOIT BRISER, DANS LES CENTRES, LA STRATEGIE IMPERIALISTE PARCE QUE C'EST D'ICI QU'ILS DOIVENT SE CONSTRUIRE MILITAIREMENT ET ECONOMIQUEMENT AFIN DE MAINTENIR LEUR DOMINATION GLOBALE.

Le projet central dans la phase actuelle de la stratégie impérialiste est la tentative de souder les états européens en une structure homogène, en un bloc dur, qui soit complètement intégré dans le noyau du pouvoir impérialiste : l'O.T.A.N. en tant que la structure de domination la plus avancée ici. Son redéploiement structurel articulé politiquement, économiquement et militairement, est une remise en cause de la phase antérieure de repli face à la poussée des mouvements de libération : projet déterminant ici.

Pouvoir absolu que la bourgeoisie veut reconstituer en recouvrant toutes les contradictions déterminées par des aspects nationaux ou économiques, de cette structure, qui pénètre et détermine tous les domaines de la société, et donc la solution de leur crise globale, est la généralisation de la guerre :

militairement ;

- *«Roll Back»* contre les peuples victorieux en Asie, Afrique, Amérique Centrale à travers la création d'unité de *«blitz krieg»*, les interventions contre les mouvements de libération des pays de la périphérie et la préparation concrète à une guerre contre les pays socialistes de l'est. L'impérialisme combat et se prépare à combattre partout. Pour cela, il doit resserrer et développer ses forces, de plus en plus d'aspects de ce combat et de sa préparation sont gérés, à travers une nouvelle répartition des rôles sous le contrôle U.S. comme *«nouvelle politique de l'O.T.A.N.»*, par les états européens.
- L'implantation des missiles bien qu'essentielle n'en fût qu'un moment. La revitalisation de l'U.E.O., la création en France des F.A.R., la coopération en matière d'armement des partenaires de l'O.T.A.N., l'intention clairement exprimée d'intervenir contre les mouvements de libération en tant que O.T.A.N., ..., sont les aspects les plus concrets de leur capacité de réalisations militaires.
- Par ailleurs la contre-révolution (*«counterinsurgency»*) comme politique commune traversant l'ensemble des pays de la chaîne impérialiste en tant que réactions à un antagonisme et prévention à un front révolutionnaire pouvant par une rupture remettre en cause leur stratégie, détermine la réalité objective qui doit rentrer en compte dans le combat des révolutionnaires.

économiquement ;

Structurer l'économie pour la domination des U.S.A. en la concentrant dans les domaines stratégiques de la recherche, de la production des nouvelles technologies, de l'électronique, de l'armement ..., afin d'assurer mondialement la position de bloc impérialiste - U.S.A., Japon, Europe de l'Ouest - et les conditions de valorisation du capital des multinationales.

C'est-à-dire :
économie de guerre comme un des moyens pour résoudre la crise.

Les traits de la domination du capital et de son idéologie *«bien être»*, *«garantie sociale»*, *«droit au travail»*, sont brisés par la brutalité des mesures de restructuration : exclusion de millions d'hommes du processus de production par la robotisation et le redéploiement industriel au niveau mondial.

Cela signifie clairement pour l'homme ici de plus en plus d'exploitation, de misère, de manipulation de masse par le contrôle social et à travers l'idéologie dominante.

Les états impérialistes à partir de leurs instabilités substantielles et d'une perte progressive de leurs légitimités, ne peuvent que vouloir démontrer leur volonté à dominer. Ils sont aujourd'hui confrontés au fait de ne plus bénéficier d'aucun consensus passif pour imposer leurs mesures.

Agonie politique. C'est l'autre face de leur pouvoir. Cette agonie - résultat de l'antagonisme développé au niveau mondial par le prolétariat et les peuples opprimés dans leur combat contre l'impérialisme-, est le terrain sur lequel l'offensive du pouvoir prolétaire en Europe de l'Ouest doit être le facteur essentiel à l'aggravation en étendue et profondeur de la crise du système.

Les attaques contre les structures multinationales de l'O.T.A.N., contre ses bases et ses stratèges, contre ses plans et sa propagande ont constitué la première grande mobilisation en vue de la constitution de la stratégie politique prolétarienne en Europe de l'Ouest dans des conditions politiques modifiées.

Une mobilisation qui se renforce en tant que combat contre le système d'exploitation et de guerre, comme elle l'a démontré par ses attaques au Portugal, en Grèce, en Belgique, en Espagne, en R.F.A., et en France ...

Contre tous les débats idéologiques et les programmes abstraits *«sur l'internationalisme»* nous affirmons :
La stratégie de la guérilla est ;
par sa détermination :
Partie et fonction de la guerre de classe internationale
par sa pratique :

Unité politique des communistes en Europe de l'Ouest, construction de l'attaque contre la totalité du système impérialiste,

La transformation matérielle de l'internationalisme prolétarien que la situation actuelle nécessite.

La stratégie révolutionnaire authentique en Europe de l'Ouest se déploiera dans l'attaque contre les projets centraux impérialistes ;

collectivité et cohérence des combattants, à partir de leurs conditions et possibilités particulières.

Unité, qui dans la destruction des structures impérialistes, conquiert le terrain sur lequel se développe la conscience et le pouvoir prolétarien.

LA GUERILLA OUEST-EUROPEENNE EBRANLE LE CENTRE IMPERIALISTE !

Communiqué des prisonniers politiques du PCE(r) et des GRAPO.

Les militants du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) et les Groupes de Résistance Antifasciste Premier Octobre, détenus dans différentes prisons du régime fasciste espagnol, appuient et se solidarisent avec les 41 combattants de la Fraction Armée Rouge allemande et du Mouvement de Résistance Anti-impérialiste. Les combattants sont en grève de la faim depuis le mois de décembre, grève qui a mené le communiste Christian Klar aux portes de la mort.

Nous manifestons ce qui suit :

Nous dénonçons les plans d'extermination que l'oligarchie monopoliste allemande a entrepris depuis des années avec l'appui des partis social-fascistes, dont le but poursuivi est l'annihilation physique et morale de tous les prisonniers politiques appartenant à l'avant-garde révolutionnaire du peuple allemand. Ces plans font partie de toute une politique terroriste de l'Etat destinée à écraser toute tentative de résistance qui s'oppose aux intérêts du grand capital et de l'impérialisme.

L'ascension révolutionnaire du prolétariat européen se développe dans le cadre de la crise économique et politique la plus profonde qu'a vécue le grand capital dans toute son histoire. Pour tenter de freiner ce processus révolutionnaire ouvert, les oligarchies européennes ont tranformé le territoire de leurs Etats en réelles garnisons, dans lesquelles le contrôle policier de la population, les législations spéciales, les lois anti-terroristes et la militarisation de toute la société, acquièrent une particulière gravité dans les prisons d'extermination qui ont proliféré dans tous les pays européens. Toute cette stratégie répressive internationale, appuyée par l'impérialisme yankee, est appliquée dans d'authentiques Etats policiers et avec une absence totale de libertés.

Les conditions d'extermination (isolement, tortures, traitements inhumains) reflètent cette situation à laquelle sont soumis les prisonniers politiques allemands.
Certains ont été assassinés, pendant ces dernières années à l'intérieur même de leurs cellules, et la majorité sont dans un état de santé grave. Stammheim, Lübeck, Celle, ... et plusieurs prisons où sont détenus près de 100 communistes et révolutionnaires, n'ont pas réussi à briser leur résistance.
Ils ont mené pendant toutes ces années de nombreuses grèves de la faim ainsi que de multiples formes de protestation. Cela a créé un mouvement de solidarité parmi la classe ouvrière et autres démocrates allemands et s'est étendu à divers pays d'Europe, dont l'Espagne.

Dans notre pays, le mouvement de résistance et les organisations d'avant-garde ont appuyé les luttes menées par les révolutionnaires allemands à l'intérieur des prisons. Ils ont dénoncé la politique terroriste de l'Etat policier allemand et soutenu toutes les actions armées et les diverses actions réalisées par les combattants de la Fraction Armée Rouge et par les autres organisations, contre le régime monopoliste et contre l'impérialisme.

Nous encourageons à continuer la grève de la faim jusqu'à l'obtention de conditions dignes de vie et nous manifestons notre solidarité internationaliste avec tous les révolutionnaires allemands qui résistent à l'intérieur et à l'extérieur des prisons. Le souvenir de notre camarade Crespo Galende, mort en grève de la faim en 1981, s'unit à celui de Holger Meins et de Sigurd Debus, morts dans la même lutte. Nous déclarons aussi que : ni la machinerie répressive des Etats européens, ni aucune des lois spéciales, assassinats, tortures, prisons d'extermination... contre les peuples et leurs organisations révolutionnaires, ne réussiront à freiner le développement d'un vaste mouvement de résistance et n'empêcheront pas que des nouvelles batailles soient emportées contre le monopolisme et l'impérialisme.

Nous, communistes espagnols, sommes conscients que la revitalisation de l'internationalisme prolétarien en Europe ne peut être possible qu'en stimulant la révolution dans chaque pays et, sur cette base, prêter toute sorte d'aides et appuis à la révolution d'autres peuples. Pour cela, il est indipensable d'avancer vers un plus grand rapprochement et échange d'expériences de tous les communistes et révolutionnaires européens.

«Ou un salaud, ou un homme
Ou survivre à tout prix
ou combattre jusqu'à la mort
Ou problème, ou solution
Entre les deux, il n'y a rien».

Holger Meins
(assassiné le 9.11.74)

POUR LE COMMUNISME TOUJOURS !
VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !
NOUS VAINCRONS !

Prison de Soria, 12.1.85

Nous avons publié, dans le numéro 9, le rapport politique du camarade Arenas sur la IIIe plénière du Comité Central, et d'autres articles développent le contenu de ce rapport.

Nous n'avions pas ajouté de dates : cette session a eu lieu en novembre 76 et les autres articles à ce sujet furent publiés dans le DRAPEAU ROUGE (organe du Comité Central du PCE(2)) les mois de décembre 76, janvier, février et mars 77.

D'autre part, nous nous excusions du lapsus concernant la grève de la fin en RFA. Ce n'est, en effet, pas Brigitte Schulz mais Brigitte Mohnhaupt qui débuta avec Christian Klar la grève le 4 décembre dernier.

Nouvelles du Front!

ESPAGNE

LA LUTTE CONTINUE DANS LES PRISONS

— Herrera de la Mancha.

Les prisonniers politiques basques de la prison de Haute Sécurité de Herrera de la Mancha, dont le nombre oscille entre 175 et 220, ont été pendant 10 mois dans l'isolement quasi total, étant donné l'attitude de lutte qu'ils avaient adoptée pour obtenir une réponse à leurs revendications.

Parmi leurs revendications figuraient :
— L'implantation dans les prisons de communications en vis-à-vis, personnelles et sans la présence de tierces personnes.
— des appels téléphoniques vers l'extérieur
— des communications plus fréquentes avec les familles.

Les négociations entre les prisonniers politiques et la direction de la prison ont été cette fois positives. Les prisonniers ont pu utiliser les services récréatifs et dans quelques jours, ils pourront à nouveau communiquer avec leurs familles.

Dans la période actuelle caractérisée par l'acuité de la répression contre certains prisonniers et la volonté du gouvernement d'exploiter au maximum les voies de réinsertion sociale, la réaction des militants emprisonnés a été de démontrer qu'il existe une autre voie, la lutte, l'affrontement contre l'appareil de domination.

— Alcalà-Meco

Version des faits par les prisonniers de ETA(m) :

«De Alcalà-Meco, et face à l'intoxication des media officiels de la RTVE, avec la collaboration du directeur de la prison, à propos des incidents du 23, nous voulons dénoncer ces mass-media et la direction d'être responsables des faits et des informations. Pour cela, nous voulons éclaircir les faits réels :
1°) L'arrivée d'un nouveau directeur a créé une situation tendue causée par sa volonté de durcissement des conditions de vie en commun, cela par des actions répressives sur nos droits les plus élémentaires.
2°) Le 23, un groupe de prisonniers suggéra aux matons d'allonger le temps de sortie de midi mais après un bref échange de paroles, ils nous obligèrent à réintégrer nos cellules en nous menaçant d'appeler les gardes mobiles ce qui provoqua la crise de nerfs d'un camarade. Sous ce prétexte, ils emmenèrent 30 compagnons dans des cellules de punition, utilisant pour cela des sprays. Nous autres, nous fûmes isolés et enfermés 24 h sans nourriture.
Le lendemain matin, profitant de notre situation d'isolement, les matons, des agents habillés en civil et les gardes mobiles avec leurs moyens habituels anti-insurrection, vinrent fouiller nos cellules, détruisant spécialement tout ce qui rappelait Euskadi. Tout cela après nous avoir sortis des cellules, fait déshabiller complètement sous la menace de mitraillettes et obligés à faire des pompages, provoquant l'hilarité des matons.
Ce fut pareil au réfectoire, où ils nous jetèrent toute la nourriture par terre, emmenant couverts et gamelles.

Dans la salle de détente, tous les livres avaient été éparpillés sur le sol et parfois même les armoires.
3°) De ces faits, nous déduisons que le nouveau directeur veut nous imposer un régime pénitenciaire complètement inhumain. Aux problèmes antérieurs comme l'insuffisance d'eau, la nourriture infecte, le manque d'hygiène, s'ajoutent maintenant l'interdiction des apports de repas extérieurs, sauf les charcuteries, les fermetures de cellules pendant les heures de sortie, la difficulté de communiquer, l'enlèvement des objets de détente dans les cellules, etc...

Pour tout cela, nous denonçons les mass-media, voyant clairement qu'ils sont au service et à l'appui de la répression. Malgré toutes ces provocations s'inscrivant dans le cadre d'une politique pénitenciaire punitive, nous continuerons forts, suivant la dynamique de lutte des compagnons de Herrera et de tout le peuple basque.

Version officielle des faits : Mutinerie des prisonniers basques : trente prisonniers de la prison de Haute Sécurité de Alcalà-Meco ont été mis en cellules d'isolement, à la suite d'incidents créés par leur refus de réintégrer leurs cellules parce qu'ils voulaient fêter Noël. Quand les gardiens ont voulu les convaincre gentiment de regagner leurs cellules, les prisonniers les ont agressés. Suite à cela, la police a fouillé les cellules et en a retiré divers objets (alcools, couverts...). Selon les autorités pénitenciaires, les prisonniers de groupes armés ne sont pas autorisés à avoir des horaires plus flexibles durant les fêtes de Noël, étant considérés comme hautement dangereux.

ANDALOUSIE, 13.12.84

Un entrepreneur de San Fernando a dénoncé au commissariat la réception d'une lettre signée par les GRAPO dans laquelle on exigeait le paiement de 10 millions de pesetas comme *«impôt révolutionnaire»*.

ASTURIES, 13.12.84

José Menéndez Prado, président de la Fédération Asturienne des Entrepreneurs, a déclaré sa préoccupation pour les dernières menaces reçues de la part des GRAPO, qui exigent l'impôt révolutionnaire de plusieurs entrepreneurs asturiens.

ANDALOUSIE, 18.12.84

ETA(m) revendique l'action avec explosifs contre l'oléoduc militaire Rota-Zaragoza, en plusieurs points des provinces Zaragoza, et Huesca. Cet oléoduc servait à alimenter en combustible l'Armée espagnole et les forces américaines. Cette action s'inscrit dans la ligne des *«attaques contre les intérêts et les biens de l'armée espagnole»*. ETA explique dans son communiqué l'importance de l'action, affirmant que *«la détérioration matérielle locale»* provoquée par leurs attaques contre ces intérêts et biens mène à l'affaiblissement et à la paralysie de l'infrastructure de notre ennemi. Les conséquences de cette *«détérioration»* sera *«tôt ou tard»* un regroupement de forces qui permettra *«d'atteindre les objectifs politiques signalés dans l'alternative KAS»*.

ANDALOUSIE, 2.1.85

ETA(m) revendique l'exécution de José Larañango Arenas. *«Conscient que ETA avait décidé de l'attaquer, il s'est éloigné de Euskadie Sud. Par son déplacement, il a voulu éviter notre action, mais ça ne l'a pas empêcher de continuer ses pratiques fascistes et anti-basques, il a continué à militer dans des structures fascistes tout en faisant de fréquents voyages à Euskadie Sud»*.

José Larrañango Arenas était l'ancien chef provincial du *«Mouvement franquiste»* à Guipúzcoa. Il avait été par deux fois la cible de ETA, en 78 et en 80, qui exigeait qu'il quitte le territoire basque et cesse sa collaboration avec les forces répressives.
Il a été tué le premier de l'an, de 6 balles tirées à bout portant, lorsqu'il sortait de sa soirée de réveillon.

MADRID-BARCELONA, 4.1.85

Les GRAPO ont perpétré deux attaques à l'explosif contre deux commerces de Madrid et Barcelona, les propriétaires s'étant refusés à payer l'impôt révolutionnaire exigé par les GRAPO.

PAYS BASQUE

ERLETXES, 8.12.84

Une voiture piégée placée par ETA sur le chemin d'un convoi militaire a explosé à Erletxes. Cette explosition a causé la mort de deux officiers et du cuisinier de la caserne. 10 autres personnes qui voyageaient dans le bus militaire ont été blessées. Ce convoi était composé d'après ETA d'un minibus d'officiers et sous-officiers de l'Armée d'occupation espagnole, ainsi que d'une escorte de la Police Militaire. Le texte de revendication s'achève en disant que le peuple basque *«aujourd'hui comme toujours, désire et vit dans l'espoir de récupérer sa souveraineté. Le MLV lutte dans ce sens. ETA propose l'alternative politique qui nous amènera à récupérer nos droits légitimes : l'alternative KAS.*

VITORIA, 19.12.84

Le groupe IRAULTZA assume la responsabilité de l'attaque à l'explosif contre une succursale de la caisse d'Epargne de Vitoria.

27.12.84

ETA revendique des actions perpétrées ces derniers jours dont la mort du propriétaire d'un bar de Bermeo, le 26 décembre.
«Il s'agissait d'un trafiquant de drogue important dans la zone et qui, en plus, collaborait avec le service d'information de la Guardia Civil».
Etat se déclare aussi responsable des actions commises :
– le 21.12. à Gasteiz contre une succursale de la Société Générale de Banque.
– le 25.12. à Orereta, contre un concessionnaire Renault.
– le 27.12. à Anoeta contre Citroën-Irovisa.
«Ces actions entrent dans la campagne contre les intérêts et biens français et plus concrètement contre la répression que le gouvernement français exerce sur la communauté de réfugiés basques»

GASTEIZ, 4.1.85

Le groupe IRAULTZA revendique l'attaque à l'explosif contre les bureaux de l'INEM à Gasteiz. Cette nouvelle action se situe dans le cadre de leur opposition *«à la politique d'emploi du PSOE. Ces bureaux ne servent qu'à faire des statistiques sur les chômeurs»*.

EXTRADITIONS

PAU, 18.12.84

Le tribunal de Pau a rendu public son verdict sur les recours concernant 19 réfugiés basques assignés à résidence et/ou expulsés du territoire français. Il a annulé les ordres pour 16 personnes et les confirmé pour 3 autres.
Le motif du refus de recours pour ces 3 réfugiés basques est qu'ils ont commis des délits sur le territoire français.

PORTUGAL

LISBONNE, 9.12.84

Les *«Forces Populaires 25 Avril»* (EP-25) se sont attribuées l'action contre le siègle du commandement Ibéro-Atlantique de l'OTAN, près de Lisbonne.
L'action, qui n'a causé que des dégâts matériels, s'inscrit dans la stratégie de lutte pour la défense de l'indépendance nationale, contre la présence de l'OTAN au Portugal et contre *«l'impérialisme US»*.

JAPON

KOBE, 1.1.85

Un groupe d'extrême-gauche a lancé trois roquettes contre le consulat américain de ce port japonais. L'action, qui n'a pas fait de victimes, visait à protester contre la rencontre du jour à Los Angeles entre Ronald Reagan et le Premier ministre japonais Yosuhiro Nakassone. Ce sommet devrait permettre l'affirmation du projet américain de *«Communauté du Bassin Pacifique»*.

FRANCE

19.1.85

Nous, militants communistes, pour certains, membres de l'Organisation Communiste Combattante ACTION DIRECTE, entamons ce jour un mouvement de grève de la faim.

Nos exigences sont les suivantes :

– Fermeture et destruction de tous les quartiers d'isolement quels que soient leur forme et leur statut – ou absence de statut – (QHS, DIIR, Mitard, etc...);
– Unité de procédure pour tous les dossiers ayant trait à la juste lutte de l'Organisation Communiste Combattante ACTION DIRECTE;
– Liberté totale de communication – parloirs et courrier – et possibilité de mener débats et discussions politiques entre prisonniers;
– Regroupement de tous les prisonniers poursuivis en raison de leur combat politique et de tous les prisonniers sociaux qui en font la demande;

C'EST PAR LE COLLECTIF QUE NOUS ENTENDONS COMBATTRE LES CARICATURES VIOLENTES ET DIFFORMES DES CONDITIONS DE SURVIE QUE NOUS SUBISSONS.

Ce combat, nous le menons conjointement avec nos camarades de la ROTE ARMEE FRAKTION et de la Guerilla en grève de la faim depuis le 4.12.1984 :

– pour le regroupement,
– pour l'abolition de l'isolement,
– pour la suppression de la surveillance acoustique et optique,
– pour le droit à la libre communication.

LEURS BASES SONT LES NOTRES ! LEUR LUTTE EST LA NOTRE !

Les notions de territoires et de frontières sont des concepts de la bourgeoisie impérialiste, nous les faisons voler en éclats.

Pour l'ensemble des schémas de domination traversant la métropole, le projet stratégique global conçoit l'unification politique, économique et militaire de l'Europe de l'Ouest sous l'égide de l'OTAN.

L'OTAN C'EST LA GUERRE IMPERIALISTE ! L'OTAN C'EST LA GESTION DE LA MORT – BLANCHE OU NUCLEAIRE ! La prison et l'extermination systématique de la composante prisonnière antagoniste, par l'isolement et l'individualisation, sont parties intégrantes de la stratégie impérialiste de domination dans le cadre de cette planification.

Parce que c'est le projet de l'OTAN d'empêcher le développement du front à cet endroit, c'est ici, avec notre spécificité, que nous portons la contradiction. NOTRE LUTTE D'AUJOURD'HUI – de même que celles d'hier et comme celles de demain – S'INTEGRE DANS LE PROCESSUS D'UNIFICATION DES GUERILLAS D'EUROPE DE L'OUEST DANS LE FRONT ANTI-IMPERIALISTE !

POUR LE COMMUNISME !

RFA

Pour le prochain numéro, nous promettons un bilan complet des événements concernant la grève de la faim des prisonniers, de la RAF et des groupes de résistance anti-impérialiste.

Zusammen Kämpfen

Zeitung für die antiimperialistische Front in Westeuropa

Zusammen Kämpfen est un nouveau journal qui paraît clandestinement en RFA. «*Nous faisons ce journal car nous voulons la communication sur la politique révolutionnaire dans les métropoles d'Europe Occidentale. La communication et la discussion sont importantes pour apprendre. Nous voulons commencer à organiser cette communication. Pour le développement de la perspective communiste dans les métropoles, la pratique antagoniste et révolutionnaire est un moyen et un objectif. Sur l'analyse des conditions de lutte qui sont à connaître avant cette pratique, nous voulons publier dans ce journal :*
— les actions de la guérilla Ouest-européenne;
— les luttes révolutionnaires dans les prisons;
— les actions militantes de la résistance anti-impérialiste et social-révolutionnaire,
— les initiatives et campagnes politiques dans ce contexte,
— les analyses pour la pratique».

Prix : 30 FB
Pour obtenir un exemplaire de Zusammen Kämpfen, écrivez à Ligne Rouge.

s'Blättle

s'Blättle est un journal mensuel de contre-information qui paraît depuis quelques années à Stuttgart en RFA.
Il publie des textes des groupes militants de la région, du pays et du monde. Il s'agit d'analyses politiques sur la lutte anti-impérialiste, sur les luttes de libération des peuples de la périphérie et sur les mouvements en RFA.
Malgré la répression, le s'Blättle ne cesse de publier des déclarations de groupes armés, d'informer sur les conditions des prisonniers politiques et d'exprimer sa solidarité avec ceux-ci.
s'Blättle est un des derniers journaux de contre-information en RFA, qui n'a pas été cassé par la Sureté de l'Etat allemand.

Prix : 2,50 Marks
Adresse de contact : s'Blättle-Kollectif
Böblingerstrasse, 59
7000 Stuttgart-1
R.F.A.

DE KNIPSELKRANT

De Knipselkrant paraît dans trois langues : allemand, néerlandais et anglais. Il est hebdomadaire depuis 1978 et ses thèmes sont :
— la lutte armée en Europe Occidentale,
— la lutte des prisonniers politiques en Europe Occidentale,
— la résistance anti-impérialiste,
— le mouvement anti-nucléaire,
— l'anti-militarisme,
— la contre-insurrection,
— les services secrets et l'appareil policier,
— le fascisme nazi.
Le contenu est tiré de l'analyse de 175 journaux et revues, et de textes différents qui leur sont parvenus. De Knipselkrant est d'ailleurs TRES intéressé par des déclarations, traductions, revendications, etc... qui lui seraient envoyés.

Pour obtenir un abonnement, il suffit d'envoyer à l'adresse ci-dessous la somme que vous désirez et il vous sera expédié le nombre de numéros qui y correspond.

Adresse de contact : De knipselkrant
Postbus 7001
9701 J.A. Groningen
Nederland

OpenRoad

Open Road est une publication trimestrielle canadienne, de langue anglaise. Il contient des informations générales sur la résistance anti-impérialiste à travers le monde. Il diffuse des déclarations des mouvements révolutionnaires aussi bien qu'anarchistes du monde occidental. Les mouvements anti-nucléaires et nationalistes ont également accès à ses colonnes.

Prix de l'abonnement annuel : 50 $ (de soutien)
Prix au numéro : 1.5 $ Canadien
Adresse de contact : Open Road
Box 6135, Station G
Vancouver, B.C.
Canada V6R 4G5

Envoyez-nous chaque trimestre la liste de toutes nos revues qui vous parviennent, nous essaierons de la compléter, si vous le désirez.

Enviadnos cada trimestre la lista de todas nuestras revistas recibidas, trataremos de completarla si la deseàis.

Please send us every quarter the list of all the peridicals you recieved from us, and we will try to complete it, if you want us to do so.

Stuur ons elk trimester de lijst van al onze tijdschriften die u bereiken, indien u het wenst zullen we proberen ze te vervolledigen.

Senden Sie uns jedes Trimester die Liste all unserer Zeitschriften, die Sie erhalten, zu; wir werden versuchen Sie zu vervollständigen wenn Sie es wünschen.

Ogni trimestre comunicateci la lista delle riviste che avrete ricevito da noi. Se volete cercheremo di completarla.



Pour nous écrire, il est nécessaire de ne PAS écrire le nom de la revue, mais uniquement l'adresse.

Achtung ! Wenn ihr uns schreibt, Bitte gebt nur die Nimmer vom Postfach an un NICHT den Namen unserer Zeitung.

Para escribirnos, es preferible escribir sólo la dirección, SIN mencionar el nombre de la revista.

When you write to us, do only mention the adress WITHOUT naming the revue.

Om ons te schrijven, is het aan te raden slechts het adres te schrijven ZONDER de naam van het tijdschrift te vermelden.

Pere scriverci, è preferibile scrivere solo l'indirizzo, SENZA menzionare il nome della rivista.

BP 1682
Bruxelles I
Belgique

Pour nos lecteurs français : étant donné que nous devons prendre en charge les frais d'envois des journaux, aux libraires et aux prisonniers, nous vous faisons part d'une augmentation du prix : dorénavant il sera de 5 FF le numéro.

Possibilité d'abonnement : nous vous proposons de nous verser une certaine somme d'argent et nous vous envoyons Ligne Rouge jusqu'à concurrence de cette somme.

Compte en banque : Collectif Ligne rouge
BP 1682 - Bruxelles 1 **n° 310-0545817-84**

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat á la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivements oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous espèrerons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialime, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil-qui est le leur.

contact:
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique